

La revue catholique des idées et des faits

SOMMAIRE

La politesse au temps de la Monarchie et de l'Empire	Louis Madelin
La résurrection de la Pologne	Hilaire Belloc
Un syndiqué	Lucien Dubech
L'utilisation industrielle de la chaleur solaire	J. Tilleux
Orient et Occident	Henri Massis
Albert de Mun et les cercles catholiques d'ouvriers	Georges Légrand
Les idées et les faits : Chronique des idées : La crise philosophique de Louvain, Mgr J. Schyrgens. — Rome. — Mexique.	

La Semaine

♦ La polémique de 1924 reprend : Comment servir le plus efficacement la cause de l'ordre? D'abord par l'union de tous les catholiques, vient de proclamer M. Renkin contre ceux qui préconisent on ne sait quel vague et chimérique bloc conservateur. C'est notre thèse de toujours et ce n'est pas sans une réelle satisfaction que nous avons lu, et le discours de M. Renkin, et l'article de M. Poulllet qui lui fit écho.

Le problème capital de la politique belge reste celui de la christianisation ou de la déchristianisation du pays. La question religieuse est toujours primordiale. Sur cet « essentiel », les catholiques doivent s'unir, non pas seulement pour défendre mais aussi pour promouvoir.

Et nous restons d'avis que le programme de l'Union catholique pêche, en cette matière, par défaut. Il devrait débiter par une affirmation de principes et par l'exposé d'une conception catholique de la vie sociale et politique. Idéal lointain, certes, mais idéal dont le rappel constant empêcherait de donner à des questions secondaires l'importance exagérée qu'elles prennent trop souvent quand elles ne sont pas hiérarchisées à cet idéal.

M. Poulllet, un des chefs de la droite démocratique, vient de rappeler qu'entre le catholicisme et le socialisme l'opposition est radicale et irréductible. Ce qui souvent met aux prises nos catholiques de droite et nos catholiques de gauche, c'est le choix et l'efficacité des moyens à employer pour combattre le socialisme, principal agent de déchristianisation en Belgique.

Mais de pareilles divergences légitimes ne doivent pas nuire à l'union sur l'essentiel.

Quant à des accords concrets et momentanés avec l'un ou l'autre des partis de gauche, accords conclus soit par l'ensemble du parti catholique, soit par l'aile gauche ou l'aile droite de ce parti, il ne faut pas que, jamais, pareils accords nuisent à l'union primordiale et essentielle de tous les catholiques sur les bases mêmes de l'ordre politique et social.

On parle beaucoup d'alliance conservatrice où catholiques conservateurs et libéraux s'uniraient pour tenir tête à la démagogie.

Pareille alliance, qui peut être salutaire et féconde, postule avant toute chose l'abandon, par les libéraux, de tout anticléricalisme étroit et mesquin. Mais que restera-t-il du libéralisme belge s'il renonce à manger du curé?...

♦ Et au moment même où se discute l'opportunité pour le pays de la constitution d'un bloc conservateur, les libéraux bruxellois, la tête du parti, viennent de faire montre de l'intolérance la plus sectaire. La ville de Bruxelles dépense 14 millions pour instruire dans

ses écoles 14.000 enfants. De ces écoles-là, les parents de 6.700 élèves ne veulent pas. Les écoles libres qui éduquent ces 6.700 élèves demandaient 750.000 francs pour frais de chauffage et d'éclairage.

Les libéraux alliés aux socialistes et aux communistes ont dit : « Non! »

Et les catholiques du Conseil avaient pourtant voté les subsides à l'Université maçonnique de Bruxelles et à l'orphelinat rationaliste de Forest!!!

Que feront-ils maintenant? Encaisser le camouflet — à défaut de subsides... — et persister quand même à collaborer avec M. Max?

Ce qui vient de se passer à Bruxelles doit mettre en garde tout partisan catholique d'un bloc conservateur.

La façon la plus efficace de lutter contre la déchristianisation et contre le socialisme est celle que préconise M. Renkin et que nous défendons ici depuis des années : Avant tout un parti catholique belge très uni et très fort.

♦ Curieux, ce qui se passe à Genève!

Un isolement des Soviets, la constitution d'un front unique contre Moscou, nous paraissent d'importance vitale pour l'avenir de l'Europe.

Mais regardez donc la manière!

Sans la politique à courte vue de la City en 1920, politique dont Lloyd George n'était que l'instrument, le bolchevisme aurait vécu. L'Angleterre l'a laissé se développer ne se doutant guère que si elle ne serait pas la première à écoper, sept ans suffiraient pour qu'elle devint la puissance la plus menacée par la propagande révolutionnaire.

Mais ce qui était facile en 1920 l'est beaucoup moins en 1927. Les circonstances ont changé et... l'Allemagne est « un peu plus » là de nos jours qu'au lendemain de sa défaite.

Or, rien à faire contre Moscou, en 1927, sans l'accord de Berlin. Cet accord, M. Stresemann aurait grand tort de ne pas le faire payer très cher...

On parle d'évacuation rhénane anticipée, on parle de colonies rendues.

Certes, un front antibolchevique mérite qu'on lui fasse des sacrifices, mais à deux conditions :

1^o Que les sacrifices soient faits, avant tout, par ceux-là que ce front doit protéger;

2^o Que de conjurer un danger n'en augmente pas un autre : affaiblir la Russie révolutionnaire ne doit pas conduire à renforcer une Allemagne revancharde.

La politesse au temps de la Monarchie et de l'Empire ⁽¹⁾

Voulez-vous, Mesdames et Messieurs, que nous nous mettions un instant dans la peau d'un noble seigneur (ou — ce qui est plus agréable — d'une charmante dame) qui, s'étant émigré dans les premiers jours de la Révolution, rentre en France vers 1801, sous le consulat de Bonaparte? Vingt mémoires et vingt recueils de lettres nous permettent aujourd'hui de le faire assez facilement.

Vous pensez que le revenant (ou la revenante) est surtout frappé du changement radical opéré dans les institutions. Non! Dans son exil, l'émigré a tout de même suivi les événements; il sait bien que tout a été bouleversé du régime politique, religieux, social, économique; il s'attend bien à trébucher dans les ruines de tout ce qu'il a connu et aimé.

Mais ce ne sont pas des hommes d'Etat que les émigrés; ils n'ont jamais été et ils ne sont pas hantés de ces graves pensées qui ont pour objet l'organisation des Etats. La plupart sont d'anciens mondains — purement et simplement. Ils sont partis, dix ou douze ans avant, ayant dans les yeux la vision, qui jamais ne s'est effacée, d'un monde poli, raffiné, gracieux, se livrant, dans un décor élégant jusqu'à la mièvrerie, aux rites, consacrés par les siècles d'un cérémoniel charmant. Ils regardent la nouvelle société et ouvrent des yeux éfarés. Ce qui les frappe, ce n'est pas l'écroulement d'un monde; c'est la disparition du monde, des salons, des sociétés et, avant toutes choses — ce qui les stupéfie au delà de toute expression — la mort de la politesse.

Qu'il n'y ait plus en France ni roi, ni princes, ni noblesse, ni clergé, ni parlement, ni cour, ni droits féodaux, ni dîmes, ni généralités, ils le savent bien et ils s'en accommoderaient. Mais qu'en France il n'y ait plus de politesse, la chose ne leur paraît pas seulement lamentable, mais inconcevable, inimaginable.

Il faut bien se rappeler ce qu'était — à la veille de 1789 — la politesse française. Ce n'était pas un des traits de la France, c'était le trait français par excellence: dans le monde entier, la politesse française était reconnue comme sans rivale; depuis deux siècles au moins, l'Europe admirait, enviait, imitait la politesse française; de Rome à Londres, de Madrid à Pétersbourg, dans les cours princières, les salons, les sociétés, l'idéal était, là de copier Versailles, et ici de copier Paris; les modes, les meubles, les architectures, tout ce qui était raffinement, élégance, grâce et beauté venait de Paris, comme d'ailleurs les pensées, les théories des doctrines; mais, par-dessus tout, on prisait les façons de France.

Les Espagnols guidés dans la raideur castillane et les Italiens, tout au contraire, entraînés vers le laisser-aller vulgaire, les Anglais enfoncés dans les soucis d'affaires et les Allemands aux lourdes manières, et jusqu'à ces Russes encore à demi-barbares, oui, tous essayaient de copier cette politesse aisée, souriante, qui mettait de l'esprit dans une gêne, et de l'élégance dans une prise de tabac.

En France même, la note était depuis des siècles donnée par la Cour.

La Cour de France, c'était une institution sans pareille en Europe. Il y avait, en 1789, bien des siècles qu'elle s'affinait, se raffinaient, se reraffinaient. Et les salons de Paris nés au XVII^e siècle, s'étaient formés à l'image de ses manières, et les salons de province avaient suivi les salons de Paris. A la veille de la Révolution, toute cette société semblait avoir atteint le suprême degré de la politesse humaine. Les formules, les propos, les sourires, les gestes, tout était subordonné — mais sans gêne apparente, sans effort visible — à un code que chaque Français semblait connaître dès

le berceau sans l'avoir jamais appris. « Impossible, écrit justement Taine, de parler à un homme sans se mettre à ses ordres, à une femme sans se mettre à ses pieds. »

La bourgeoisie avait sa politesse, mais c'était une politesse plus grave. Quand on lit les lettres écrites avant 1789, par les futurs chefs de la Révolution, alors jeunes médecins, jeunes procureurs, jeunes avocats, jeunes hommes de lettres, on est frappé de l'extrême politesse des formules. Le « Je suis votre très humble et très obéissant serviteur » ne coûtait à personne. Un Danton même, alors avocat aux Conseils, n'apparaît nullement comme un grossier personnage, il s'en faut; et Marat, médecin adjoint aux écuries du comte d'Artois, donne du monseigneur à qui veut l'entendre. En fait, la bourgeoisie, même la petite bourgeoisie, était élevée dans les règles d'une civilité extrême. Les fils y montraient vis-à-vis de leurs parents une déférence que nous serions parfois tentés de trouver un peu tremblante. Et ceux qu'on appelait les manants apportaient parfois, non seulement dans leurs rapports avec leurs maîtres, mais dans leurs relations entre eux, des termes qui nous étonnent. Les romans de Restif nous montrent un père qui, à plus forte raison, si humble paysan qu'il soit, ne se fut laissé tutoyer par ses enfants. C'était une politesse rigide qui, à la vérité, s'opposait plus qu'elle ne concourait à la politesse légère exportée de Versailles.

* * *

Là-dessus la Révolution avait éclaté.

Un monde ne se transforme pas en un jour radicalement. La Révolution ne ferma pas les salons, mais elle les dénatura.

En 1789, soudain, la politique, devenant la reine du jour, les envahit et tout fut à elle. Dès lors, tout était perdu. Nous savons bien, nous-mêmes, par expérience, que la politique est l'ennemie de la politesse et que les deux mots qui, par ironie, se ressemblent, brûlent d'être accouplés. Rappelons-nous ce que, vers 1808, au moment où éclata la fameuse affaire, devinrent, pour un temps, les salons jusque là les plus charmants, les réunions jusque là les plus aimables.

La politique fit donc invasion au milieu des salons où le charme style Louis XVI venait à peine de succéder, dans les meubles, à l'élégance style Louis XV. Elle y tua tout d'abord toute conversation enjouée. Les députés de l'Assemblée y venaient apporter l'écho des débats de la salle du Manège; ils arrivaient, en tenue de combat, l'habit non habillé, la cravate lâche, fumants encore des terribles scènes qui venaient de mettre aux prises le côté droit et le côté gauche; le dos à la cheminée, ils refaisaient leur discours et essayaient même, au milieu de l'admiration enthousiaste ou dévote d'un cercle de dames, le discours qu'ils comptaient faire le lendemain. On ne discutait plus que politique, économie politique, science politique; on ne se passionnait plus que pour ou contre le veto, que pour ou contre le système des deux Chambres, ce qu'on appelait le Bicamérisme et rien qu'à ce mot on frémit d'horreur; les maîtresses de maison se rengorgeaient; elles avaient un salon d'Etat.

Les femmes gagnées par la politique sont bien pires que les hommes politiques parce que les femmes poussent, en thèse générale plus loin que les hommes les sentiments et les ressentiments. Or toutes les femmes se mirent à faire de la politique; une contemporaine, qui habitait Paris, mais qui, étrangère, échappait à la contagion, s'étonnait du spectacle qu'offrait telle maîtresse de

(1) Conférence prononcée à la tribune des Conférences Cardinal Mercier.

maison, hier souriante et légère : « C'est une Penthesilée assise près d'une table à thé, tremblante de fureur et, au milieu des violents débats, se brûlant les doigts et répandant une tasse de thé sur sa robe. »

S'il n'y avait eu qu'une robe perdue et une tasse de thé! Mais la politesse s'effaçait dans la bagarre. Certes on n'échangeait pas les basses injures et les grossiers propos qui commençaient à se faire jour dans les Clubs, mais il suffisait que la vilaine Fée Politique fût venue toucher de sa baguette cette société hier encore si parée de tous les dons divins de l'esprit, pour que, suivant les termes d'une femme, tout « s'envilainisât ». Dans les premiers salons, celui de M^{me} Necker par exemple, on gardait encore un bon ton que gâtait seul le pédantisme des formules. Mais la Révolution avançant à pas de géants, d'autres salons s'ouvraient à la nouvelle équipe.

Avec la seconde Assemblée, voici vraiment paraître ce que MM. Robert de Flers et Francis de Croisset appelleraient les Nouveaux Messieurs. Maintenant les députés sont presque tous des avocats venus des barreaux de province, des médecins arrachés aux bourgs lointains, de jeunes hommes de lettres tout à fait étrangers à l'esprit des grands salons — et puis des curés en rupture d'église, des officiers en rupture de régiment et des professeurs en rupture de chaire.

Ils ont encore de grandes prétentions à être gens policés. M^{me} Roland, qui en réunit une partie, désire que le bon ton règne en son salon. Ses amis Girondins posent pour gens de la République athénienne. Chez une autre Egérie, Julie Talma qui tient un autre salon, on montre de l'horreur pour le débraillé : un soir que Marat a fait irruption, qui fait de sa saleté tout un programme, un invité de marque met un morceau de sucre sur une pelle rougie et fait mine au milieu des rires de le suivre à la piste. C'est Marat qui va les avoir, ces gens encore trop raffinés.

Voici venir en effet la dernière équipe — la troisième —, celle des purs amants de la démocratie.

Ce n'est pas que la Convention dont ils ont fait leur centre, soit socialement en-dessous de l'Assemblée précédente. Contrairement à ce qu'on pourrait croire, c'est encore une assemblée de bourgeois corrects et bien mis : un seul ouvrier, Armonville, de Reims, y représente le bas peuple, mais son bonnet rouge qu'il ne quitte pas fait exception et presque tache; tous certes n'ont pas l'habit bleu, la culotte chamois, les bas fins, les souliers à boucles, la cravate de mousseline de Robespierre; beaucoup ont adopté le col largement ouvert sur la base du cou, d'un Danton, mais le col retombe sur une redingote beige ou grise très correcte et le pantalon nouveau style s'engouffre en des bottes qui parfois sont encore vernies. Quand ils prononcent de grands discours, ils s'efforcent de rester continuellement dans le style noble, si noble, qu'à la lecture, il nous apparaît aujourd'hui comme insipide. Mais si, aux heures où les têtes se jouent, le débat détraque les discours préparés, quel débordement d'injures violentes et après! On n'est jamais des adversaires à la Convention; on est des ennemis qui d'avance se condamnent à la mort. De Girondins à Montagnards, plus tard de Dantonistes à Robespierriens, on ne se traite jamais que de factieux, de scélérats, de bandits, d'assassins, de « monstres vomis par l'Enfer », Marat qui, à l'extrême gauche, siège, la tête enveloppée du madras envainagé à cause des migraines, dans un débraillé sordide a, une fois pour toutes, donné le ton. Il s'accrocherait plutôt après sa mort — mort singulière puisque cet homme qui faisait de sa saleté un moyen de règne est mort dans une baignoire.

C'est que cette assemblée, elle n'est souvent qu'une façade. Derrière, ce sont les Clubs populaires qui régiment; tous les soirs, les députés viennent s'y retremper; ils y cherchent le mot d'ordre de la rue et le mot d'ordre est : mort à la politesse!

Dernière équipe, vous disais-je, tout à l'heure, des députés à la Convention. Non! il y en a une autre qui ne siège pas encore dans une assemblée nationale, mais la domine, du club des Jacobins, du club des Cordeliers. Un millier environ de petites gens — sortis pour le coup de la basse plèbe — font la loi aux législateurs : ils constituent, tout à la fois la clientèle des grands meneurs et leurs conseils; ils exigent d'eux toutes les faiblesses et l'une de ces faiblesses a été le sacrifice des derniers restes de la politesse. Comment en être surpris quand on étudie le bas monde de la Révolution?

Mon confrère Lenôtre nous a fait voir dans leur vie intime quelques-uns des types de ce pandémonium et l'on ne peut, à leur voir vivre, s'étonner ici d'aucun crime ni d'aucune sottise.

Hebert, substitut de la Commune, qui écrit le *Père Duchesne*, y donne la note; ce n'est pas qu'il soit purement un énergumène, il a épousé une ancienne religieuse dont il écrit à ses sœurs : « Dans le vieux style, c'est une personne comme il faut ». Mais sacrifiant à la grossièreté et s'en faisant un instrument de popularité, il invente ce journalisme ordurier qui emprunte aux bas fonds ses sautes et ses déjections.

Oui, tout ce monde régira demain la Convention. Pour lui, il s'agit moins de faire triompher une doctrine politique que des haines sociales. Or de ce que ces petites gens ont pu voir jadis du beau monde que les carrosses emportaient à Versailles, ils ont gardé une haine féroce de cette politesse souriante, marquée, à leurs yeux, de l'orgueil et de la vanité d'une caste privilégiée.

On a tout enlevé à ces gens là, à ces ci-devant : leurs privilèges, leurs biens, leur liberté, mais, dans la pauvreté, la misère, la prison, il y a une chose qu'on n'a pu leur enlever, leurs belles manières. Alors, que voulez-vous qu'on fasse de ces insolents : leur couper le cou et on le leur a coupé.

Mais ces gens là supprimés, il faut faire régner jusque dans les plus petites façons d'être l'Egalité sainte.

C'a été d'abord l'affectation de la simplicité. Qu'est-ce que ces culottes qui permettent aux belles jambes de se montrer? C'est un privilège encore : suppression de la culotte; le bon républicain portera un pantalon, ce sera un sans-culotte. Ainsi — exception n'étant faite que pour Robespierre, idole à qui on passe tout, même la culotte — s'affirmera la vertu par l'enfouissement des molets trop avantageux. Plus d'habit : la carmagnole. Plus de souliers à boucles : le lacet à la grosse chaussure, et les purs disent le sabot! Le citoyen Chaliier entend qu'on ne s'en tienne pas à la simplicité : dans son mémoire à la Convention, il proteste contre la propreté : « Une propreté affectée devient ridicule. C'est ce que les sans-culottes ont appelé ingénieusement la propreté muscadine. » Et que signifient les saluts qu'on échange encore : « ce sont les marques de la servitude ». Un patriote proteste près de la Convention : il faut qu'on perde l'habitude des inclinaisons qui ne sont autre chose que « les plus de l'esclavage restés dans les reins des Français » et il réclame encore la fin des formules épistolaires; on terminera toute lettre par « Je suis votre concitoyen... Je suis votre égal ». Ces gens de 1793, ils ne font que tirer les conséquences extrêmes des théories lancées dès 1790 dans la presse « Toute notre étiquette si machinale, toute notre civilisation si suspecte et si minutieuse, toute notre galanterie si lourde et si fausse, a écrit alors la *Chronique de Paris*, toutes nos protestations d'humilité, d'obéissance et de servitude doivent être effacées de notre langue. »

La formule se trouve : après 1793 toute lettre se termine par le « Salut et Fraternité ». Et tandis qu'on massacre, qu'on disperse, qu'on détruit tout le délicieux décor de la vie passée, une nouvelle vie sociale s'impose.

Saint-Just — si pimpant pour son usage privé, un second Robespierre par la tenue et l'élégance — donne cependant le nouvel Evangile.

« Nous vous offrimes, écrira-t-il à la veille de Thermidor, le bonheur de la vertu, celui de l'aisance, celui de la médiocrité; nous vous offrimes par bonheur la haine des tyrans, la volupté d'une cabane et d'un champ fertile cultivé par vos mains; nous offrimes au peuple le bonheur... de jouir en paix des fruits et des mœurs de la Révolution, celui de retourner à la nature » Tel est l'Evangile selon Saint-Just.

Sparte! Rome! Les deux mots courent. Le brouet noir! C'est Sparte. Le tutoiement, c'est Rome! Fouché, qui mourra due d'Otrante et quinze fois millionnaire s'écrie : « Du pain! du fer! et quarante écus suffisent aux républicains. » Mais puisqu'on est à Sparte, à Rome, il faut que chacun s'interpelle sur le ton de l'égalité. Dès 1791, on a demandé la suppression des titres de Monsieur, Madame, Mademoiselle. Et, dès 1792, un bon républicain n'appelle plus un de ses semblables que citoyen, citoyenne! Bientôt le terme devient forcé. Le seul mot de Monsieur vous mènerait à la guillotine. Et il en est bientôt de même « du Vous » proscrit, remplacé officiellement dans les administrations par le « Tu » obligatoire — ce qui assure davantage les bases de la parfaite égalité qui doit régner entre des républicains, des frères. »

Dès lors l'égalité est en effet établie : il est admis que le civisme exclue la civilité. On est Spartiate ou on ne l'est pas.

Cependant, l'incivilité a depuis longtemps tourné à l'extrême

grossièreté. Cet esprit français — dont le respect des nuances et la modération de l'expression constituèrent précisément les éléments principaux — a sombré dans l'aventure. Tout devient exagéré jusqu'à l'outrance la plus singulière : la caricature a remplacé l'ironie, l'injure l'épigramme et l'hyperbole l'éloge. C'est l'outrage qui domine et il ne s'arrête devant rien. La guillotine ruisselle de sang ; mais ce n'est pas assez. Les victimes, outragées par les magistrats en plein tribunal avant que de monter à l'échafaud, sont, le lendemain de leur mort, ignoblement insultées encore par les folliculaires.

Ah ! oui, on en a fini avec les révérences de Versailles. Mais Saint-Just, debout, et sans sourire s'écrie qu'on a réalisé l'idéal de la Révolution, le retour, sur les ruines de la vaine politesse, à la vertueuse simplicité

* * *

Le 9 Thermidor, on coupa le cou à Saint-Just, après des outrages si ordures qu'il dut, en montant à la guillotine, tenir pour bien assurée la victoire de la vertueuse simplicité sur la politesse aristocratique. En fait, si la Terreur cessa, le régime instauré subsista. Disons-le : les habitudes créées par la Terreur avaient été si violemment imposées qu'elles ne pouvaient cesser. Et si la réaction politique commençait, elle ne pouvait précisément se déchaîner que si la forme restait sauve. Rien ne fut changé — pendant la période post-thermidorienne et sous le Directoire — des façons nouvelles auxquelles, non gré mal gré, on avait dû se plier. Pas un instant on n'émit l'idée de supprimer le Citoyen et de rétablir le Monsieur, de supprimer le « Tu » et de rétablir le « Vous ». Pas un instant non plus il ne fut question de supprimer le pantalon civique au profit de la culotte contre-révolutionnaire. Le bonnet rouge seul commença à paraître d'un goût douteux, puis détestable.

Cependant, une société essayait de se réorganiser — ne fut-ce que pour s'amuser.

On a maintes fois décrit cette étrange société du Directoire qui, au fait, était à peine une société. Je l'ai moi-même, un jour, étudiée dans son ensemble. Je ne veux aujourd'hui qu'en souligner quelques traits.

L'ancienne société a sombré dans la tourmente. Des milliers de ses représentants ont péri : d'autres se sont terrés ; d'autres, rejetés hors de France, errent à travers l'Europe qu'ils étonnent d'ailleurs par une étonnante constance dans le respect des anciennes formes et une imperturbable civilité à travers l'amère épreuve de la déchéance.

A Paris, un monde étrange s'agite en haut. Il est, en immense majorité, composé de parvenus — les nouveaux messieurs encore, sauf que ce sont des citoyens et, ce qui est plus désastreux encore, les nouvelles dames — les citoyennes du nouveau style.

« Valets qui ont pris le sceptre de leurs maîtres après les avoir assassinés », a écrit, le 8 janvier 1795, Malet du Pan, après un coup d'œil sur Paris. Cela s'applique au premier élément de ce monde irrelaté. Une poignée de politiciens heureux — après avoir abattu, en Thermidor, les grands révolutionnaires — s'est emparée du pouvoir. Ces anciens proconsuls terroristes ne sont pas revenus des départements les mains nettes ni les poches vides. Ils ont de l'or et ils entendent jouir autant que régner. Tallien en est le premier type, un instant prépondérant, il s'éclipsera vite, mais sa femme, Thérésia Tallien, née Cabarrus, prolongera, si j'ose dire, la gloire du nom jusqu'aux premiers jours du Consulat — et Tallien est un ancien laquais. Barras qui, plus heureux que Tallien, va cinq ans régner sur la République, est, tout au contraire, lui, un ancien noble — ci-devant vicomte — mais de ces roués d'Ancien Régime, tels qu'on en voyait trop, pourris aux moelles par les perversions secrètes, et dont les douairières d'avant 89, disaient : « que ce garçon-là a mauvais genre ». Et Barras, oracle du régime, impose maintenant son mauvais genre à tout le monde reçu au Luxembourg où siègent les Directeurs. On y trouverait quelques épaves du vieux monde, mais ce sont des déclassés — transfuges de la noblesse, prêtres défroqués, femmes divorcées d'émigrés, bourgeois d'autrefois pervertis par les événements, toutes gens qui s'étourdissent de grossiers plaisirs, pour oublier. Premier élément de mauvaise tenue.

Sous eux, à côté d'eux, essayant de copier leurs manières, c'est la cohue des nouveaux riches. Ce sont les bénéficiaires de l'heure, les spéculateurs qui ont liquidé la Révolution comme une grosse affaire, les fournisseurs qui ont fait argent de la guerre incessante,

les mercantis qui ont profité du renchérissement monstrueux de la vie pour gagner sur tous, des agents financiers qui sont devenus les banquiers de la nouvelle place et jusqu'à d'heureux contrebandiers enrichis par le blocus — résultat de la guerre — qui appauvrit les autres, mais les a fait en trois ans millionnaires.

L'origine de tous ces gens-là est très basse en thèse générale : le type est ce vigneron de Corbigny dans l'Aisne, ce grossier Leuthrand, venu à Paris en blouse et qui, trois ans après, a pu acheter l'hôtel de Salm, le domaine de Bagatelle, l'attelage de 12 chevaux du prince de Croi et les bonnes grâces de M^{lle} Lange, étoile de la Comédie, mais qui a gardé dans toutes ces splendeurs des allures de rustre avec l'arrogance d'un valet parvenu. J'en pourrait citer cent autres, anciens portefaix, anciens commis de boutiques, anciens petits clercs de procureurs, anciens artisans, anciens laquais qui maintenant ont, comme Leuthrand, hôtel, villa, carrosse, valetaille... et le reste.

Ces parvenus ont gardé — parfois avec une affectation qui, après tout est leur seule ressource — les façons de leurs jeunes ans. Mais leurs femmes ! Celles-là essaient de se faire aux belles manières, aux modes élégantes, aux danses légères, aux propos aîlés du Luxembourg. Ces anciennes femmes de chambre, ces anciennes vendeuses de quatre saisons, ces paysannes d'hier entraînées par les Leuthrand des campagnes lointaines, copient Thérésia Tallien, livrant aux couturiers désespérés leurs corps épais — qu'il s'agit d'habiller... ou plutôt, c'est la mode, de deshabiller sans trop de risque, et elles apparaissent dans les salons effrayantes de vulgarité sous leurs gazes légères et le ruissellement des diamants volés. Mais elles n'aboutissent qu'au type, de M^{me} Angot, émailant de « pardi » leurs propos à gros rires, s'exaltant devant les belles façons des jeunes muscadins « Queu magnières ! Queu galantise ! » et faisant des efforts touchants, des petites mines grimées, des roulements d'yeux engageants, car « il faut leur-z-y montrer qu'on a autant d'indication comme il faut qu'un autre ». Tout ce monde se jette sur l'Art d'écrire de Rolland, parce qu'il n'est jamais trop tard, pensent-elles, pour apprendre à tourner une lettre. Ces dames ont des maîtres à parler, des maîtres à s'asseoir, des maîtres à marcher. L'industrie est née, des maîtres de danse et de maintien. Malgré tant de louables efforts, les honnêtes gens n'osent plus aller au théâtre : un diplomate, le 10 décembre 1795, signale « le caractère ignoble » du public qui y fréquente et la police finira par s'en inquiéter. « La pudeur s'indigne de la mise qu'affectent les femmes qui fréquentent le spectacle » ce qui « forcent les mères de famille à fuir » la salle Montausier particulièrement. Si les nobles dames de 1789 revenaient, elles y trouveraient, couvertes de diamants et drapées dans des cachemirs de cent louis, leurs anciennes filles de cuisine au bras de leurs anciens porteurs d'eau habillés à la muscadin. Et le pire est que les affaires continuent à ruiner les uns et à enrichir les autres en un jour (car la spéculation même jeu d'enfer sous le Directoire), ce monde ne peut se stabiliser ; que, toujours, surgissent, si j'ose dire, de nouveaux riches et qu'ainsi, l'invasion des Barbares n'est jamais close. Il faut voir s'illuminer la figure déjà éblouie d'une des nouvelles dames quand un jeune homme entreprenant lui signale un filon qu'il a découvert « Ah ! s'écrie M^{me} Angot, qué découverte ! Y a gros ! »

Quand M^{me} de Staël essaie de rouvrir un vrai salon — quoique bonne personne, hospitalière et éclectique — elle est un peu épouvantée : on n'y peut voir que des hommes.

Un député, inquiet, dénonce cette tentative d'une nouvelle « Circé » à quoi un journaliste répond « Légende la compare à Circé : c'est à tort. Circé transformait les courtisans d'Ulysse en cochons et ici M^{me} de Staël fait presque l'inverse. »

Ce monde irrelaté est d'une tenue exécrationnelle. Les femmes apparaissent à moitié nues, la poitrine à peine voilée, les jambes nues, des bagues aux orteils — toujours à l'instar de M^{me} Tallien. Elles adoptent les modes les plus excentriques suivant les caprices de Thérésia, s'habillent en déesses antiques, un jour, adoptent le turban turc, un autre, et, un autre, endossent sur une robe de gaze pailletée la grosse redingote anglaise, passent de l'anticomanie à la turcomanie, de la turcomanie à l'anglomanie, puis se ruent sur le costume à la sauvage qui n'existe pour ainsi dire pas. Un jour, elles entendent se coiffer à la Titus et voici toutes les chevelures coupées, et quand il les faut laisser repousser — car il arrive toujours une heure où la mode qui a fait couper les cheveux force de les laisser repousser — elles adoptent des perruques fabuleuses, passant, toujours derrière Thérésia Tallien, du blond au noir, du brun au roux. Elles ne fréquentent

que les bals publics, y dansent avec le premier venu. Ces bals sont des bastringues : on y a — car le Directoire n'a été qu'un précurseur — installé des quadrilles de noirs et de négresses qui dansent au son du cor. Et dans les bras de ces nègres se jettent des femmes dont on peut voir qu'elles sont bien des blanches de la tête aux orteils — puisqu'elles montrent à peu près tout. Le son du cor! des nègres! des femmes nues, croyez-vous que c'était huit ans avant qu'on dansait le menuet à Versailles, au son du clavecin et des violons. D'autres de ces dames remplissent les maisons de jeu, si mal famées qu'il est permis d'y venir masqué.

Mais la joie est maintenant d'aller au Champ de Mars où on a institué des jeux antiques, car, là encore, l'époque précède la nôtre : lutteurs, conscripts, conducteurs de chars, dompteurs de chevaux font prime; c'est ce que les Goncour ont appelé le culte du Muscle. Et ces dames gloussent de plaisir devant ces hommes nus qui font saillir leurs biceps. Ah! Versailles! Versailles! Les seigneurs poudrés! Les dames à mouches! Les propos galants sous l'éventail! Les bouquets à Chloris!

Les propos galants, on n'en entend plus. La conversation a sombré. Quelle conversation voulez-vous qu'aient entre eux ces gens-là! Ce qui frappe M^{me} de Genlis qui rentre en France, c'est l'abus de l'hyperbole dans le langage. Tout est « inconcevable inouï, monstrueux, horrible, délicieux, céleste, infernal ». On est « désespéré » de ne pas s'être rencontré. Et, comme jadis à la Convention, on ne voit jamais dans ses ennemis que monstres et scélérats. En revanche, une jolie femme, c'est un « ange », une créature divine! Entre hommes politiques, c'est l'injure la plus grossière : Barras, irrité, crie à Carnot, en pleine séance du Directoire « Il n'y a pas un pou de ton corps qui ne soit en droit de te cracher au visage ». A ce trait, on voit bien que si la politesse a quitté les salons, elle ne s'est pas réfugiée dans les sphères gouvernementales. On voudrait cependant rire un peu parfois; on a recours au calembour que, naguère, Rivarol, fin causeur, appelait dédaigneusement la fiente de l'esprit.

Si on souhaite, à l'intérieur, la chute de Barras, directeur trop perpétuel et à l'étranger celle de Pitt, notre ennemi de toujours, on dit « Il faut nous débarrasser et l'Angleterre est près de se dépitier ».

Nos désastres même prêtent à ces stupides jeux de mots.

Milan ayant été repris sur nos alliés Cisalpins, ce qui nous menace d'une invasion de notre Midi, on dit que la République cisalpine s'est rajeunie puisqu'elle a perdu Milan. Tout cela paraît délicieux. Voilà où en est le pays où naguère Rivarol faisait école, la patrie de Molière et de Voltaire.

* * *

Le Directoire ayant croulé, la politesse tout d'abord et pour longtemps n'y gagna rien. Certes Bonaparte, qui entend rétablir partout l'ordre, entend le restaurer dans les mœurs, et la politesse, si elle n'est pas une condition, la condition essentielle de l'ordre dans les mœurs, en sort tout au moins tôt ou tard.

Mais on peut, en une nuit — comme celle de Saint-Cloud — renverser un gouvernement; ce n'est pas en une nuit qu'on change les mœurs. On ne décrète pas la politesse et encore moins l'esprit et il est plus facile de rouvrir par un bon Concordat 100,000 églises, que de faire naître dix salons élégants. Pour que la société reprenne tout d'abord de la tenue, ensuite de la politesse, il était nécessaire qu'une nouvelle génération survint, instruite et élevée dans les nouveaux principes d'ordre et de décence que le nouveau chef comptait impatroniser partout. Mais il lui fallait bien quinze ans non seulement pour parvenir à la maturité, mais pour s'imposer à cette tourbe de gens mal élevés qui, loin de diminuer, se grossissait au contraire, d'année en année, depuis 1795 des nouveaux afflux.

Les jeunes gens — jeunes hommes et jeunes filles — qui, dans les premières années du Consulat, arrivaient à leur majorité n'étaient ni mal ni bien élevés. Ils n'étaient pas élevés du tout. Depuis 1789, cette génération avait été laissée à l'abandon. « L'instruction d'une partie de cette légion de (jeunes) hommes, écrit une contemporaine, avait été généralement négligée par l'effet de la Révolution, de ses troubles, de sa ruine ». Et les couvents de femmes ayant été fermés dès 1791, les jeunes filles n'étaient pas moins mal éduquées que les jeunes gens. Un Allemand, Camp, venant à Paris en 1801, déclare avoir trouvé à son arrivée « l'enseignement français dans un état dont on ne peut se faire une idée », et un Alsacien, le baron de Gekheim, dans ses lettres sur Paris de la même époque, écrit que l'éducation des femmes est inexistante. Il leur fallait

payer cher, après 1801, des maîtres d'écriture et d'orthographe pour se « faire une belle main ». La famille n'avait pu — de 1780 à 1799 — suppléer à la lacune qu'avait créée l'effondrement des établissements d'éducation — la Révolution avait momentanément dissous les familles; dans les foyers en parties détruits par l'émigration, en partie par l'effroyable abus du divorce, des enfants avaient grandi sans instruction religieuse ni morale, sans règle ni loi, sans culture ni tradition. A la vérité, ces jeunes gens avaient s'il faut en croire certains témoignages, de la vie, de l'énergie, de la spontanéité. Une étrangère, lady Morgan, dit qu'ils se distinguaient « par tous les signes de fraîcheur, de vigueur et d'énergie qui appartiennent à un peuple neuf »; et M^{me} de Chastenay nous les montre, ces enfants grandis sous la Révolution, faisant éclater, sous le Consulat, une sorte de personnalité violente, mais originale qu'elle a trouvée séduisante! Il est certain que ces jeunes gens, par leur mentalité, rappelaient plus les pionniers de la nouvelle Amérique que les Français qui, vingt ans avant, vivaient, de la Cour aux salons ou même dans les bons logis de province, sous le bon roi Louis XVI.

Mais s'ils avaient bien de ces pionniers l'énergie, la vigueur, la « fraîcheur », ils en avaient hélas! la rudesse, l'ignorance et la grossièreté. Tous les revenants de l'âge précédent en étaient offusqués. « Ces jeunes gens d'une figure charmante, chez qui tout annonce le luxe et l'opulence, écrit Grimod de la Reynière, paraissent ignorer les premiers éléments de la décence et de l'orthographe ». Et il parle de « leurs regards insolents, de leurs manières gauches et brusques, de leur ton soldatesque, de leur conversation grossière ». Or, les jeunes gens sans manières, on les appelle, en 1802, des « petits maîtres », tant ils donnent malheureusement le ton. « Ils n'ont plus, dit le même témoin, « de vénération pour la vieillesse, plus de considération pour l'âge, plus de respect ni d'égard pour les femmes ». Où auraient-ils appris le respect? Les liens de la famille se relâchant, ils n'ont point été soumis à la discipline qui seule peut pénétrer de respect les jeunes esprits. « Depuis la Révolution, disait M^{me} de la Guiche à M. de Chastenay, les enfants sont devenus aussi grands que leurs parents ». Et, en 1804, le journaliste Geoffroy allait encore écrire que « les femmes et les filles avaient accaparé presque toute la liberté de la Révolution. »

* * *

On ne pouvait guère attendre de cet afflux nouveau moins de sans-gêne que de ceux au milieu desquels il venait se déverser. La société consulaire garde tout le laisser-aller de la société directoriale : on continue. Les trois cents bals publics, les trente théâtres licencieux, les cent maisons de jeux, les six cents cafés restant ouverts quelques années, tous — sans distinction d'âge, de qualité, de sexe — s'y précipitent encore. On danse, on joue, on boit, on festoie plus que jamais : les lieux de plaisir continuent à donner les spectacles les plus libres : la seule concession faite par le directeur de Tivoli est d'assurer dans sa circulaire de 1801 que « l'ordre, la tranquillité et la décence extrême qui y règnent... permettent aux mères de famille d'y conduire leurs demoiselles ». Les mères de famille feraient bien de ne pas s'y fier; mais c'est déjà quelque chose que de ne plus vanter, comme naguère, la liberté des ébats. Les modes s'assagissant, la tenue y gagne, mais le diable n'y perd rien et les mœurs, en dépit des froissements de sourcil de Bonaparte, semblent bien être restées fort mauvaises assez longtemps.

Pendant, le foyer se reconstituant, peu à peu, les maisons se rouvrent; on connaît enfin d'autres bals que les bals publics, d'autres festins que ceux des grands restaurants. Mais dans cette société qui se restaure, les manières restent très mauvaises. Chose curieuse, les jeunes gens et jeunes filles y apportent un mélange singulier de froideur et de laisser-aller. « Les hommes, dit Mercier, dansent d'un air froid, triste, morose. » Les femmes rangées sur des banquettes, on voit, dit le même observateur scandalisé, les jeunes gens les passer en revue lentement, sérieusement, gravement — et cette gravité est la suprême impertinence —, puis, sans avoir été présentés, inviter celles qui ont fini par les arrêter. Les jeunes filles ne sont pas moins guindées. Un jour, M^{me} de Chastenay se plaignait devant sa nièce de la froideur d'une jeune femme : « Mais, ma tante, s'écrie la nièce, à présent tout le monde est froid. » A côté de cela règne une espèce de familiarité dans la froideur; M^{me} de Genlis se scandalise à voir jeunes gens et jeunes filles s'appeler par leurs prénoms; ou se traiter en camarades, quitte à ne plus se connaître le lendemain, à peine à se saluer. Le bon M. Legouvé a, en 1800, lancé son poème sur le *Mérite des*

femmes — et à cette occasion Segur s'est écrié irrespectueusement : « On nous promet pour ce soir la lecture du *Mérite des femmes*... Tant mieux, ce ne sera pas long. » Mais le bon M. Legouvé déclare, dans sa préface, qu'il a voulu rappeler le peuple français à sa première urbanité « qu'il a presque perdue, ajoute-t-il, dans la lutte des partis ». Et voyez comme les poètes sont impuissants : Mme Vigée Lebrun rentrant en 1801 est, comme les autres, scandalisée des nouvelles manières : elle, elle est surtout frappée d'un trait en effet bien caractéristique d'une société où l'urbanité n'existe plus, c'est la séparation dans les salons — sauf pour la danse — des femmes et des hommes. « On eût dit des ennemis en présence », dit l'artiste. Après le café pris, les hommes filent — ce qui, dit-elle, avant 1789 eût été un manque absolu de savoir-vivre. D'ailleurs, plus l'ombre de cérémonies : on n'annonce plus les gens dans les salons, à peine les présente-t-on les uns aux autres et, ce qui stupéfie les revenants de 89, on ne se donne plus le bras, ni la main pour passer à table. La jeunesse laisse de côté les vieilles gens — ceux qu'aujourd'hui notre jeunesse style réo-directoire appelle, paraît-il, dans leurs réunions, les bouches inutiles. Et si on se rencontre dans la rue, les jeunes gens ne soulèvent leur chapeau en abordant un vieillard ou une femme. La conversation reste inexistante. En 1807 encore — en plein Empire — une dame écrit : « On ne sait plus ce que c'est que la conversation, ce plaisir si doux s'il naît de l'intimité et si agréable s'il naît de l'esprit. » On remplace ce plaisir par de plus grossiers : c'est l'époque des grosses farces, des monstrueuses mystifications, des poissons d'avril toute l'année. Il y a des mystificateurs de métier qu'on invite dans les salons pour les égayer, on bien on en est réduit aux prestidigitateurs ou encore à de plus basses distractions : M. le comte Regnault de Saint-Jean d'Angely, conseiller d'Etat, puis tard ministre d'Etat, qui est de formes athlétiques, distrait les salons en soulevant les hommes les plus lourds — au besoin les dames — sur son vigoureux et énorme molet.

Ne vous récriez pas : le monde officiel est peut-être le plus médiocre de manières qui soit. Dès le Consulat, il s'est bien fondé aux Tuileries une manière de petite Cour et plus tard cela devient une grande Cour, une Cour magnifique, rutilante d'or et de broderies, soumise à un fastueux protocole. Mais le fond de cette cour, de quoi est-il composé? De centaines de très grands parvenus. Pour ceux-là sans doute le mot ne doit pas sonner trop mal : ces conseillers d'Etat, laborieux, ces administrateurs aux féconds travaux, ces splendides soldats devenus généraux à 25 ans, maréchaux à 35, ce sont tout de même un genre tout autre de parvenus que l'ex-vigneron Leuthrand, seigneur du Directoire, pour avoir trafiqué de tout, spéculé sur tout et péché des millions dans la misère des soldats de la République. Mais enfin ni les clercs des procureurs devenus les ministres de l'Empereur, ni les volontaires de 1792 devenus ses maréchaux, ni — sauf exceptions — les femmes épousées par eux avant 1800, ne peuvent, à aucun degré, rappeler les courtisans de Versailles.

* * *

Seul, un tout petit coin de Paris conserve les vieilles manières et les traditions anciennes. Dans le faubourg Saint-Germain, une centaine de familles nobles se sont réinstallées — revenues de l'émigration. Dans ces hôtels rouverts ou dans de modestes appartements, ces revenants semblent des prêtres chargés de nourrir la flamme vacillante de la politesse d'antan. Hommes et femmes affectent d'y garder les modes d'autrefois, mais surtout d'y pratiquer les façons de jadis. Très aisés de manières, experts aux ronds de jambes et aux baise-mains, les hommes y exagèrent les attitudes chevaleresques, les saluts aux dames, les empressements galants, pour mieux contraster avec la société tout à la fois guindée et lâchée qui, de la Cour des Tuileries aux salons modestes, est celle de l'époque. Les femmes étaient généralement charmantes, même et je dirai surtout, quand elles étaient vieilles; elles avaient gardé l'élégance de Versailles, délicate jusqu'à la fragilité, la finesse mordante et un peu voltairienne de la Cour de Louis XVI. Beaucoup tenaient des propos lestes et traitaient leurs domestiques avec une bonté condescendante, mais familière qu'aucune des duchesses des nouvelles Tuileries n'eût pu concevoir. Leur œil, qui avait vu tant de tristesses, restait pétillant et leurs rides mêmes avaient de l'esprit. On essayait d'y élever les enfants comme autrefois, quitte à répéter sans cesse, comme le vieux comte d'Haussonville à son fils : « Ah! ce n'est pas ton grand-

père qui eut admis... » Il en restait toujours quelque chose chez le petit-fils.

En 1814, tout ce monde — grossi par le retour des émigrés entêtés — allait reprendre le haut du pavé et la direction des salons. Mais ils n'eussent pas suffi à y rétablir la politesse s'ils n'avaient trouvé, arrivant à l'âge d'homme, la nouvelle génération, grande, élevée, éduquée, instruite, elle, dans les règles sévères rétablies par l'Empereur. Celui-ci avait fait ce qu'il avait pu pour réformer les modes de ses contemporains. Premier Consul, il avait chassé des Tuileries les femmes compromises que la bonne Joséphine, ex-merveilleuse du Directoire, facile et aimable, y eût volontiers reçues et, par cet exemple, averti tout un monde qu'à défaut de la vieille urbanité, il exigeait tout au moins la tenue. Il avait, en coupant court aux spéculations scandaleuses des forbans de finances, fait cesser le règne des hommes d'argent, arrêté par là l'invasion des nouveaux riches et, ainsi, dans une certaine mesure, permis à la société de s'épurer; il avait tenté de marier ou de remarier ses jeunes généraux et même quelques maréchaux à d'aimables filles de bonne naissance, espérant ainsi les livrer à de gentilles éducatrices, qui les empêcheraient tout au moins de sacrer en public et de faire trop sonner leurs éperons; il avait essayé de fusionner — c'était son grand mot — le monde de la Révolution avec celui de l'Ancien Régime, d'infuser ainsi à celui-ci quelques idées nouvelles, mais aussi à celui-ci l'ancienne politesse. Mais il était trop avisé pour croire qu'on refait une société aussi facilement qu'on fonde un empire. Il attendait — étant à son âge autorisé à croire qu'il régnerait trente, peut-être quarante ans — il attendait les nouvelles couches. L'ordre rétabli ne pouvait, sur le terrain de la civilité, produire ses fruits que lorsque les enfants élevés suivant une discipline renouvelée viendraient peu à peu modifier, en l'envahissant, la société qu'il avait trouvée.

Dès 1812, je l'ai montré ailleurs, ce n'étaient pas seulement les mœurs qui se modifiaient, mais enfin les manières. Dix ans après, l'ordre ayant rétabli la tenue, la tenue perdait de sa rigidité; la sociabilité restaurée, inmanquablement, les manières s'adoucirait. Le Français, né spirituel, retrouverait dans ses relations avec lui-même, la fine civilité que, brutalement, on avait proscrite comme un délit, de 1789 à 1795, et qui, dès 1795, n'avait pu tout d'abord renaître.

L'Empereur avait calculé juste. Il n'était plus là pour le constater quand, vers 1820, prévalait derechef le joli esprit d'élégante politesse qui, sous la Restauration, était redevenu le trait caractéristique de la société française. La crise de la politesse semblait conjurée. Mais, Mesdames et Messieurs, combien est fragile cette délicate qualité de politesse. Dire qu'il n'avait fallu que la poussée de quelques milliers de butors pour que cette délicate fleur de l'esprit français eut non seulement paru en quelques années brisée, mais, ce qui était plus grave, déracinée d'un pays qui n'avait, des siècles, paru fait que pour la cultiver et la faire briller au-dessus du monde. Elle a besoin, cette fleur, d'une culture à laquelle chacun doit contribuer; elle souffre du moindre abandon et il faut beaucoup plus de temps pour la faire revivre, qu'il n'en faut pour la faire mourir.

Je me permets de laisser les jeunes gens de mon auditoire méditer ces graves pensées — sorties d'une trop longue chronique des années singulières où, — chose incroyable — les Français ne furent pas polis.

Louis MADELIN.

Conférences Cardinal Mercier

La prochaine conférence aura lieu le mardi 15 mars,
à 5 heures (salle Patria)

M. GEORGES BERNANOS y parlera de

Sous le soleil de Satan

La résurrection de la Pologne

Trois choses sont à noter dès qu'on parle du peuple polonais :

1° Ce peuple est l'extrême avant-garde de la civilisation catholique en Europe.

2° Ce peuple est de par sa nature un peuple militaire et enclin à dominer sur les autres; en lui rien d'humble ni d'obséquieux.

3° Récemment (je dis récemment par rapport à la vie d'une nation) ce peuple a passé par un état de sujétion anormal et contre-nature; et c'est cet état de sujétion à des peuples auxquels les Polonais se sentaient supérieurs qui fut la cause ultime de la Grande Guerre.

Une des plus grandes difficultés, à l'heure actuelle, pour comprendre une question d'ordre international gît dans l'idée inexacte qu'on se fait de la brièveté d'une vie humaine. Influence de la presse, fictions populaires, décadence des traditions familiales et de tout le reste : pour toutes ces raisons, c'est à peine si l'opinion publique connaît les événements antérieurs à l'enfance de la génération existante.

La catastrophe extraordinaire qui s'abattit sur les Polonais est séparée de nous par l'intervalle de deux longues vies humaines. Quelqu'un qui, enfant, a entendu parler du premier partage de la Pologne comme d'un événement venant de se passer, a pu en parler, comme vieillard, à un enfant qui serait encore en vie. Un homme, âgé aujourd'hui de 80 ans, a pu, étant enfant (à l'époque de la guerre de Crimée, ou de l'insurrection des Indes, ou de l'avènement au trône de Napoléon III) entendre d'un homme très vieux le récit de ce que celui-ci avait entendu dire étant petit garçon au sujet du premier partage. Et pourtant pareil espace de temps a suffi, à notre époque où la tradition s'est atténuée au point de devenir presque non-existante, pour que le public puisse à peine se représenter la Pologne comme une nation.

De même, l'Anglais cultivé « moyen » ne s'est pas encore rendu compte que l'Irlande est, elle aussi, une nation (il est vrai qu'il commence à le comprendre, l'Irlande étant si proche!)

Et pourtant, jamais l'Europe ne deviendra stable, tant que l'opinion publique n'aura pas compris que la Pologne est une grande nation, qu'elle fut une grande nation bien des siècles avant que n'existât l'Allemagne prussianisée et qu'elle continuera à l'être indéfiniment. Aussi longtemps qu'on considérera, en Occident, la résurrection de la Pologne comme une « expérience », nous risquerons de voir une nouvelle guerre éclater.

* * *

Le problème polonais fait avant tout partie de ce vaste problème religieux qui détermine le sort de l'Europe. Le catholicisme polonais, réapparaissant comme puissance politique entre la Russie et la Prusse protestante : tel est le principal fait de notre époque.

L'Europe, c'est la Chrétienté. L'Europe n'est pas une fraction arbitrairement choisie de la surface du globe. L'Europe n'est même pas une race (pourtant ses peuples ont beaucoup en commun du point de vue racique).

L'Europe, c'est essentiellement une civilisation fondée sur l'Eglise catholique. Car toutes les civilisations sont, en fin de compte, les produits d'une religion.

Cette civilisation unifiée qui fit surgir la chrétienté de la puissance d'expansion de l'Empire romain s'est brisée en trois grands

morceaux. Dès le début il s'était graduellement produit une scission entre l'Est et l'Ouest.

Cette scission n'avait pas eu pour cause une différence linguistique dans la liturgie et la vie officielle (on parlait grec en Orient et latin en Occident). La cause principale n'en était même pas les invasions des Barbares et la pression exercée par ces invasions, puisque chacune de ces deux moitiés de la chrétienté en souffrit cruellement et séparément. La scission fut surtout le résultat de la mainmise, en Orient, du pouvoir civil — l'Empereur de Byzance (Constantinople) — sur l'organisation religieuse. En Occident, au contraire, l'Eglise était restée indépendante, donc souple et vivante. L'Occident préserva de la sorte, sans solution de continuité, la tradition de la vérité religieuse vivante et toujours mieux définie. Et sur cette vie de la vérité religieuse aucun pouvoir civil ne put, de longtemps, exercer une influence déprimante.

Après quelques siècles, il y eut rupture entre l'Orient et l'Occident. La plénitude de la tradition catholique se concentra, en Occident, dans le patriarcat de Rome. L'Orient refusa la communion romaine. Avouons pourtant que l'Occident agit de façon fort répréhensible en attisant la discorde. J'ai tout spécialement en vue l'agression monstrueuse, dans un but de lucre, des Occidentaux contre Constantinople : agression odieuse dénommée ironiquement « quatrième croisade ».

Le manque d'espace me contraint à ne faire mention que des principales étapes de cette séparation entre l'Occident et l'Orient : querelle des images; fondation d'un nouvel Empire occidental; vagues discussions sur divers points de théologie sans grande importance historique; reconnaissance par l'Orient d'une autorité infaillible aux seuls premiers conciles œcuméniques (voilà un point spécifique et fort important) A quoi l'Occident répondait qu'il ne demandait pas mieux que de voir des conciles œcuméniques se réunir, mais que l'Orient se refusait à y participer.

Ces deux divisions existaient donc au début du Moyen âge. La chrétienté n'était plus une. L'Orient grec et l'Occident catholique se dressaient, hostiles, l'un contre l'autre. Cependant tous deux avaient les Sacrements et une Hiérarchie, valide. L'un et l'autre faisaient partie de la vraie chrétienté. Mais l'une de ces deux parties était schismatique; l'autre, soumise à Rome, perpétuait la vraie tradition.

Cette séparation déplorable était pratiquement déjà réalisée lors de la conversion des Slaves à demi-barbares, et à cette époque insignifiants, qui habitaient les steppes russes. Ils reçurent la religion chrétienne de Constantinople et, avec la religion, l'écriture, la liturgie, en un mot, toute la civilisation constantino-politaine, propre à l'Orient schismatique, de langue grecque.

D'autre part, les Slaves d'Occident avaient reçu, pour la plupart vers la même époque, leur religion et leur civilisation nouvelles de la tradition catholique complète et vivante. Celle-ci, qui s'était concentrée en Occident, reconnaissait toujours non seulement la primauté mais aussi la suprématie du siège romain.

Ces Slaves d'Occident reçurent la messe latine et tout le rituel latin tel qu'il existait à l'époque médiévale, sous le régime de la civilisation latine.

Deux événements vinrent encore compliquer la situation. Une horde de Mongols païens envahit la vallée du Danube, séparant les Slaves d'Occident en deux : au Nord et au Sud de la grande plaine hongroise. Plus tard ces Mongols se convertirent au catholicisme. Leurs traits raciques caractéristiques s'évanouirent assez vite. Mais leur langue resta, et le peuple hongrois forma de la sorte une barrière permanente entre les Slaves catholiques du Nord et ceux du Sud.

* * *

Cependant une autre vague de paganisme déferlait des régions marécageuses de la Baltique vers la mer Noire. Elle séparait la chrétienté rudimentaire, d'origine grecque, des plaines russes (harassée aussi par des invasions mongoles dans le Sud) et les Slaves d'Occident qui possédaient la tradition religieuse romaine dans sa plénitude. D'où un double isolement pour cette partie septentrionale des Slaves d'Occident. Coupés de leurs frères en religion au Sud, ils l'étaient aussi de leurs frères de race, les Slaves gréco-schismatiques, à l'Est. Or, ce sont ces Slaves catholiques du Nord qui ont formé la Pologne.

Lorsque toutes ces divisions se furent cristallisées et stabilisées, on vit surgir un danger plus grand encore : la Réforme.

Il y a quatre ou cinq siècles, il se produisit en Occident une violente révolte contre l'unité de la foi catholique.

Cette révolte ne fut ni racique, ainsi que des ignorants l'ont prétendu, ni économique. Elle commença par éclater sporadiquement par-ci par-là. Mouvements locaux d'abord, en Angleterre, en Bohême, qui cependant s'apaisèrent. Puis explosion violente et soudaine en Allemagne. Ensuite explosion d'une violence toute particulière dans le Sud de la France, d'où le mouvement s'étendit à tout le pays. Il éclata ensuite en Ecosse. Mais la civilisation commune à tout l'Occident en serait venue à bout. Nous en eussions triomphé comme nous triomphâmes des Albigeois, sans les tentations offertes à la cupidité humaine.

Les classes dirigeantes déjà riches saisirent l'occasion de dévaliser l'Eglise. Leurs souverains leur permettraient-ils de profiter de cette bonne aubaine? La « colère du peuple » les en empêcherait-elle? Toute la question se réduisit à ce dilemme. La religion catholique essaya en Angleterre un désastre, de par un coup de tête du roi. Celui-ci (dont la brouille avec la Papauté eût fort bien pu n'être que provisoire) supprima les couvents et permit que leurs immenses richesses (ainsi que d'autres richesses appartenant à l'Eglise en général) passassent entre les mains des grands propriétaires fonciers. Dès lors la classe dirigeante anglaise fut matériellement intéressée de façon permanente à la désunion de la chrétienté.

Une partie de la civilisation germanique subit le même sort. Elle eût indubitablement été récupérée par les armées de la chrétienté, en l'espèce les Allemands du Sud et du Danube plus civilisés. Mais la monarchie française, par une politique à courte vue, et qui était jalouse de la puissance autrichienne, appuya les rebelles. La partie — alors — la plus pauvre de l'Allemagne, riveraine de la Baltique, fut en conséquence perdue pour la foi et la civilisation catholique. C'est à cette époque que remonte la naissance du royaume de Prusse. D'abord protégé par le peuple polonais, il devait le trahir plus tard.

Dès le XVII^e siècle, et même plus tôt, il y eut lutte entre la Pologne catholique et la Prusse protestante, sa nouvelle voisine. C'est là le point qui a dominé — qui domine toujours — toute la situation.

Le peuple polonais, alors de beaucoup le plus puissant de cette zone de l'Est européen, sentit mûrir cette nouvelle menace. De longue date prévalait, chez les Allemands, l'opinion traditionnelle que, dans l'ordre naturel des choses, l'Allemand devait dominer sur le Slave. Cette tradition remontait à l'époque où ce dernier était païen et où l'Allemand représentait, en face des Slaves barbares, la civilisation et le catholicisme.

Cette superstition tout naturellement périclita, lorsque, à la fin de l'époque médiévale, la Pologne fut devenue une grande Puissance chrétienne. Cependant, on la vit renaître après la Réforme alors qu'un violent antagonisme eut commencé à mettre aux prises la Prusse protestante et la Pologne catholique.

Cette superstition a été notablement renforcée — tout comme dans le conflit anglo-irlandais — par une forme étrange d'orgueil, qui n'a pas encore disparu, bien qu'elle soit fort heureusement en

décroissance : tous les protestants cultivés se berçaient de l'illusion d'être en quelque sorte « organiquement » supérieurs aux catholiques qui étaient restés fidèles à la tradition et à la civilisation européenne dont ils avaient hérité.

* * *

Ce préjugé relatif à la supériorité de la civilisation protestante a eu des résultats fatals pour la paix de l'Europe et a récemment manqué détruire intégralement notre civilisation. A l'époque dont nous parlons, il fut immensément étayé par un fait tout accidentel. De dangereuses dissensions polonaises intestines arrivèrent à leur apogée au moment précis où l'orgueil protestant de la Prusse menaçait de se déchaîner en torrent. Ce qui dans d'autres circonstances n'eût été qu'une faiblesse éphémère de l'Etat polonais fut dûment utilisé. La Prusse fit des avances aux deux grandes Puissances voisines, la Russie et l'Autriche et leur proposa de se partager un bon morceau des territoires polonais. N'oublions jamais que ce fut là une initiative prussienne, ni russe, ni — encore moins — autrichienne. Elle avait à sa base la moralité protestante de Berlin, moralité qui applaudit toujours à ce qui fut fait alors. Et si elle le pouvait, la Prusse protestante agirait tout aussi criminellement demain.

Car ceux qu'une pareille moralité afflige parlent toujours, sans se gêner, de détruire à nouveau la Pologne, bien que — fort heureusement — ils ne soient plus à même de le faire aujourd'hui. Et c'est en l'approuvant qu'ils répètent le fameux blasphème de Frédéric-le-Grand (l'instigateur du partage) : « La Prusse, l'Autriche et la Russie vont communier au corps de la Pologne. »

Ce premier partage fut suivi par d'autres. Je ne les décrirai pas en détail pour ne pas compliquer un exposé aussi bref que le présent.

Tout se serait passé autrement si Marie-Thérèse eut agi, non comme le lui conseillaient ses hommes d'Etat, mais comme le lui suggéraient sa conscience et même le simple bon sens. Cette impératrice d'Autriche était une ennemie acharnée de Frédéric-le-Grand. Excellente catholique, elle s'appuyait sur des populations tout aussi catholiques. Si elle avait refusé de prendre part au premier partage, il n'y aurait jamais eu de question polonaise. Sans les partages, il n'y aurait pas eu de Grande Guerre.

Ces partages furent l'embryon qui donna en fin de compte naissance à la catastrophe.

Les conseillers de Marie-Thérèse succombèrent à cette habitude fatale, inséparable de leur profession, assurent les hommes d'Etat et les diplomates, et qui les empêche de prévoir les événements un peu lointains...

* * *

Qu'il me soit permis de m'écarter ici un moment de mon sujet, et de raconter à mes lecteurs un petit épisode frappant qui m'est propre.

A l'époque de l'affaire Dreyfus, j'étais encore jeune homme, tout le poids de l'Angleterre politique et diplomatique avait été jeté dans la balance pour appuyer la cause allemande contre la France. J'eus l'occasion, à cette date, de parler à un homme d'une culture extraordinaire. « Je vois clairement, me dit-il, la naissance d'une rivalité dangereuse et fatale entre le Reich prussien créé par Bismarck et la puissance commerciale et maritime anglaise. »

Je ne fus pas de son avis. Et je crois, jusqu'à présent, que le conflit qui s'est produit n'était pas inéluctable. Ce qu'il y avait d'autre part d'essentiel dans l'affaire Dreyfus, le voici : *Primo*, les mobiles qui faisaient agir les partisans du condamné; *secundo*, l'effet sur la situation internationale de cette intervention violente de la finance internationale dans les affaires intérieures d'une nation.

Quoiqu'il en fût, celui à qui je parlai, prévoyait le conflit qui

allait se déchaîner entre le système commercial britannique et les ambitions excessives du système prussien.

« Pourquoi, lui demandai-je, avez-vous appuyé les intérêts prussiens dans cette affaire Dreyfus ? » « Parce que notre métier, me fut-il répondu — répondez combien remarquable ! — nous oblige à avoir la vue basse. » Il y avait matière à réflexion dans cette réponse, et elle me laissa rêveur. Il en va de même d'un agent de change ou d'un banquier. Il se peut qu'il prévoie le développement de telle ou telle région d'ici vingt ans. Mais s'il s'avise de provoquer prématurément ce développement, ce sera peut-être la ruine pour lui. C'est cette prévoyance à longue échéance qui fut l'unique cause de la crise Baring. Bien des années avant que ce fût, Lord Revelstoke avait prévu le développement de l'Argentine, mais sa prévision fut la cause de sa ruine.

A l'époque où il existait encore des hommes d'Etat, ceux-ci, et les diplomates, avaient toujours le sentiment d'avoir à penser au moment présent seul; ils ne pouvaient pas se payer le luxe de prévoir les événements à longue échéance. Les conseillers de Marie-Thérèse étaient certains que, à moins de se joindre aux deux autres criminels, la Russie et la Prusse, et de tâcher de détruire ensemble la Pologne, la puissance de leur Etat périrait. Peut-être sentaient-ils dans l'intime de leur être qu'à la longue cet Etat périrait à la suite de ce crime (c'est ce qui est arrivé). Mais ils ne prêtèrent aucune attention à des intuitions aussi vagues et aussi éloignées.

* * *

La Pologne fut donc partagée contre-nature entre les trois monarchies voisines, la Russie, la Prusse et l'Autriche.

Elle ne le fut pas également, ni comme superficie, ni comme richesse des territoires. La plus grande partie de la Pologne fut annexée à la Russie, dont le souverain ne tarda pas à renoncer à son intention de lui accorder l'autonomie et l'opprima violemment.

La partie occidentale de l'ancien royaume devint la proie de la Prusse. A certains égards, elle fut opprimée plus cruellement encore que les régions annexées par le Tsar. D'autres part, la Pologne prussienne jouit d'une civilisation matérielle plus avancée que celle qu'eût pu lui donner la Russie.

La partie qui revint à l'Autriche fut la plus petite, mais de beaucoup la plus heureuse des trois. Catholiques, ces Polonais furent gouvernés par un monarque qui l'était également. Ils prirent une part notable au gouvernement de l'Empire d'Autriche. D'une façon générale, la tradition polonaise survécut et perdura en Autriche à un degré plus grand qu'ailleurs. D'autre part, là où l'oppression était la plus violente, le sentiment national était, naturellement, le plus intense.

Survint la grande guerre. On enrégimenta les Polonais et on les força de se battre dans les deux camps opposés. Quatre grandes invasions militaires balayèrent successivement les territoires polonais, les dévastant de façon horrible. La Pologne devint le champ de bataille de l'Est.

* * *

La grande guerre terminée, une question cardinale se posait devant l'Europe entière et qui dominait toutes les autres : Dantzig serait-il inclus dans l'Etat polonais ? Dantzig, seul accès, alors comme aujourd'hui, de la Pologne à la mer. Dantzig, cité polonaise au début, aujourd'hui ville luthérienne et allemande.

Tous ceux qui connaissaient la « structure » de l'Europe voyaient clairement que cette inclusion était essentielle à une paix durable. Le Conseil des Ambassadeurs comprit que la chose allait de soi ;

il y avait accord sur ce point du côté allié entre tous les diplomates de profession. Mais on avait compté sans la finance internationale. Résultat : l'anomalie dantzigoise. Dantzig aurait pu être une ville libre, une ville allemande et devenir en même temps un port polonais. On en a fait une entité nettement hostile à la Pologne.

Là-dessus, on partagea la Haute-Silésie. Ici, le sentiment traditionnel et polonais s'opposa à la perpétration d'une autre faute désirée, une fois encore, par la finance internationale. Celle-ci voulait que cette région hautement industrielle, au lieu de devenir polonaise, restât sous la domination prussienne. Il y eut compromis. La Haute-Silésie fut partagée en deux. Depuis lors, la haute finance fait retentir le monde entier de ses clameurs pour demander que la Pologne soit amputée de ce territoire polonais et que celui-ci soit replacé sous l'industrialisme et « l'efficiencia » capitaliste de Berlin.

En d'autres termes : la Pologne ressuscitée d'entre les morts se voit menacée tous les jours d'être crucifiée de nouveau.

Pologne, citadelle de l'Eglise catholique contre la Russie à l'Est ! Pologne, puissance catholique dressée contre les influences protestantes et prussiennes à l'Ouest ! de fausses prophéties et des jugements non étayés de preuves suffisantes t'ont vouée à une annihilation nouvelle !

* * *

En ce qui me concerne, je ferai preuve d'audace. Contrairement à ceux qui prophétisent ainsi, je dirai que la résurrection polonaise est d'ordre permanent. Dans un avenir qui n'est pas éloigné, on sera surpris de ce que l'Europe occidentale contemporaine ait pu admettre comme possible la restauration de la domination prussienne sur un peuple qui avait enfin secoué son joug abrutissant et honni ! L'avenir n'est pas à l'idéal prussien des valeurs sociales. L'avenir est à la conception polonaise de ces mêmes valeurs. L'avenir n'est certainement pas à l'industrialisme, déjà frappé à mort, du XIX^e siècle. Il est plutôt à la classe agricole. Et, à supposer que vous passiez en revue l'Europe en son entier, il n'est certainement pas aux anciens ennemis de l'Eglise catholique. Je vois, au contraire, cette Eglise croître et s'étendre. Même à supposer que l'avenir appartienne peut-être à quelque ennemi *nouveau* du catholicisme, ce ne sera pas à l'ancien ennemi protestant. L'ancienne alliance : franc-maçonnerie, morale protestante, domination plutocratique, attitude négative ou indifférente en matière de doctrine, n'a plus de vie en elle.

Nul ne saurait dire si la civilisation catholique envisagée en son entier règnera de nouveau en Occident sans partage. Elle est certainement infiniment plus forte qu'avant la guerre. En Italie, elle a mis en déroute l'ancienne supercherie « intellectuelle » et « progressiste ». Elle est toujours inébranlée en Espagne. En France (arène où se déroulent tous ces combats), les forces anti-catholiques déjà usées par l'âge ont quelque chose de cette apparence ridicule propre à des visages couverts de fard aux premiers rayons de l'aurore.

Mais étant donnée l'histoire générale de la Foi dès ses débuts, il est fort possible que contre ces forces catholiques nouvelles : puissance italienne, liberté irlandaise, d'autres antagonistes vont se dresser. Cette histoire a été, somme toute, de nature guerrière et, dès lors, riche en dangers. Mais de toute façon, l'ancienne formule a disparu à tout jamais : plus de domination protestante sur des catholiques, ni — tout particulièrement — de domination prussienne sur les Polonais. Et plus vite ceux qui vivent dans le passé se seront fait à cette idée, plus la paix et la moralité y gagneront.

Chaque fois que les puissances de la finance internationale

enregistrent un triomphe quelconque, on entend immédiatement un concert de murmures à l'adresse de la Pologne. Empêche-t-on l'Allemagne de payer les réparations, applaudit-on aux dissensions françaises, attaque-t-on dans la presse le nouveau gouvernement italien — gouvernement puissant et fortement national — vante-t-on les bienfaits de ce que ses avocats dénomment (et combien ridiculement!) « l'esprit de Locarno », on reparle de la Pologne. Ce sont toujours les frontières polonaises qu'il faut « reviser », son armée qu'il faut affaiblir, ses minorités nationales qu'il faut fortifier contre elle!

M'est avis que ces murmures resteront ce qu'ils sont, sans acquérir de vigueur. Cela, pour la bonne raison que, pour défendre, sa liberté, la Pologne nouvelle est bien plus disposée à souffrir que ses anciens oppresseurs ne sont prêts à souffrir pour abattre cette liberté.

Je prophétise très rarement. Je sais qu'il est dangereux et vain de le faire. Je crois que plus un homme connaît la complexité des relations européennes et le chaos moral dans lequel nous nous trouvons plongés par la débâcle de la Chrétienté, moins il sera enclin à pronostiquer au sujet de la direction dans laquelle va s'orienter ce chaos. Cependant, à tout considérer, je crois qu'il y a gros à parier que dans cent ans, la Pologne sera plus puissante qu'aujourd'hui. On s'étonnera de ce que notre époque ait pu douter de la permanence de l'Etat polonais. Et si par hasard on ne s'en étonne pas, on attribuera en souriant ce fait à une faiblesse de tout temps inhérente à l'homme. Laquelle? Celle qui le pousse à croire que les circonstances dans lesquelles s'est déroulé son passé immédiat sont les seules possibles.

HILAIRE BELLOC.

Un syndiqué

« Train omnibus, Petit-Quevilly, Grand-Quevilly, Petit-Couronne, Grand-Couronne, La Bouille et Elbeuf. »

Jean-Marie Chaillou fouilla dans les poches de sa blouse, d'où il retira tour à tour un mouchoir à carreaux, une bague à tabac, une croûte de pain et un vieux morceau de savon. Puis il explora les poches de son pantalon, qui contenaient un porte-monnaie monumental, un couteau aux lames compliquées et cinq ou six bouts de ficelle. L'employé du portillon commença de s'impatienter quand il vit Jean-Marie entreprendre des sondages dans un portefeuille grand comme une serviette ministérielle, qui reposait en une lointaine poche intérieure, attaché à la boutonnière du gilet par un lacet de cuir. Pour cette opération délicate Jean-Marie avait mis entre ses jambes son gourdin, qui barraît le passage à une vieille dame pressée et gémissante.

« Dites donc, interrogea spirituellement le fonctionnaire, ça va durer, cette revue de détail? Vous n'auriez pas besoin d'un lit pour installer? »

Ces souvenirs militaires frappèrent Jean-Marie au moment où une illumination lui rappelait qu'il avait mis son billet de retour dans le boîtier de sa montre. Il leva ses petits yeux papillotants, qui avaient l'air de deux trous de vrille dans une large face reluisante de sueur et pétante de belle santé. Il demeura pétrifié, le bâton serré entre les genoux, la bouche ouverte et la main à la poche droite du gilet, comme si l'employé lui avait présenté la face de Méduse. Quand il eut fini d'étrangler de surprise, il ouvrit vers le ciel les battoirs qui lui servaient de mains et se mit à hurler : « Ah, sacré bon Dieu! Ah! ben, tu parles d'une affaire! le sergent Lancien, à cette heure! »

L'interpellé fit peser sur ce voyageur sonore le regard noir d'un serpent à sonnettes qui observe l'horizon. Un pâle sourire parut au coin de sa lèvre pincée :

— Tiens, c'est vous, Chaillou!

Chaillou n'était pas de ceux qu'un accueil réservé suffit à refroidir. Il consentit à se ranger pour laisser passer la vieille dame, mais il la prit à témoin des raisons simples et profondes de l'enthousiasme dont il ébranlait la salle d'attente des troisièmes classes :

— Le sergent Lancien, de la treizième du deux cent soixante-quatorze! Ah, sacré bon Dieu, quelle histoire!

Sur le quai, la voix du contrôleur continuait de glapir : « Grand-Couronne, La Bouille, Elbeuf, train omnibus. » Jean-Marie était l'homme des décisions rapides :

— Sergent Lancien, à quelle heure que vous êtes vacant?

Lancien leva vers l'horloge sa petite tête où il y avait de la vipère et de la fouine.

— Tout à l'heure : je descends à sept heures.

— Y a pas mieux, j'laisse tomber l'train d'six heures cinquante-cinq, j'entrerai par eul suivant. Pour un coup que j'vous tiens, on va aller prendre un verre à la buvette, c'est moué que je paie; faut qu'on aie le temps d'se revouer et d'causer, et de s'rappeler les copains.

Lancien parut contrit de manquer cette aubaine.

— Je ne peux pas aller à la buvette : je suis en tenue de service.

Faible obstacle quand Jean-Marie s'était mis une idée dans le crâne :

— On sortira de la gare. Si ça ne vous dérange pas, je vous attends ici. Je vas regarder l'heure du train suivant pour Grand-Couronne.

— C'est inutile, dit Lancien : huit heures vingt-deux.

Mais Jean-Marie n'était pas la moitié d'un entêté, surtout les soirs de foire à Martinville. Il avait décidé qu'il consulterait l'indicateur :

— Faut que j'voie à quelle heure qu'il arrive à Grand-Couronne.

Et monté sur la banquette, il s'appliquait à suivre du doigt le pointillé, en grondant sourdement contre l'imprimerie Chaix, qui s'obstine à placer les heures des trains au bout de petites lignes noires, tortueuses et compliquées, pour ennuyer les voyageurs.

* * *

Jean-Marie Chaillou, certes, n'était pas ivre. Il lui en eût fallu davantage pour l'abattre. Il était simplement allé à la foire de Martinville, où il avait consommé de quoi terrasser un mortel ordinaire, mais non pas de quoi inquiéter un Normand. Il avait beaucoup causé en traitant une bonne affaire. Il avait eu raison d'un jeune négociant israélite à qui l'eau-de-vie faisait mal à l'estomac, et qui avait fini, pour abrégé le supplice, par consentir une fourniture d'engrais chimiques à des conditions pleines d'intérêt. Jean-Marie était heureux de sa journée et satisfait de sa victoire, et la rencontre du sergent Lancien lui offrait l'occasion d'en savourer une seconde.

Il avait été sous les ordres de cet homme chétif et infortuné, lui le gros terrien large des épaules et bien de la maison. Il le retrouvait humble petit employé, alors qu'il sentait sur son cœur le portefeuille, au bout du lacet de cuir, matelassé de billets qui ne devaient rien à personne. Les relations du sergent Lancien avec le soldat Chaillou n'avaient rien présenté qui fût digne de mémoire : ni cordiales, ni tendues; dans une caserne, Lancien eût fait un assez bel exemplaire de ce qu'on est convenu d'appeler une vache; mais en campagne, le sous-officier vivait trop près des hommes pour que la roserie ne présentât pas de sérieux inconvénients, et si Lancien n'était pas bon, il n'était pas bête. Chaillou avait senti sa jalousie sans trop en éprouver les effets. Il goûtait à présent une volupté hypocrite : la fraternité des armes l'autorisait à faire peser ses avantages, sous le couvert de la camaraderie et de la générosité.

Il n'aimait pas la dépense inutile, mais c'est le propre de l'espèce humaine de vaincre ses passions les unes par les autres, et il déliait sans trop de regret les cordons de la bourse sitôt que sa vanité était intéressée. Quand il eut offert le byrrh-cassis dans un café auprès de la porte Beauvoisine, il se sentit attendri par les souvenirs de tant de dangers traversés en commun, au cours d'une vie guerrière cahotée des sommets des Vosges aux plaines basses de Belgique et des avancées de Verdun aux pentes du Kemmel. Tapant sur la maigre cuisse de Lancien, il lui offrit de l'emmener dîner dans un petit restaurant tenu, en face de la Ferté-Saint-Romain, par un « pays » de Grand-Couronne, qui avait

justement été clairon au deux cent soixante-quatorze. L'ancien ouvrit, à cette proposition, l'œil d'un roquet à qui l'on présente un gigot.

Au sommet de son uniforme noir, Lancien allongeait un coup de poulet à la pomme d'Adam en saillie, et une petite tête triangulaire tirée en hauteur par un commencement de calvitie; Jean-Marie était vaste comme une armoire normande qu'eût surmontée une trogne framboise, aux yeux porcins noyés de graisse. Couronnée d'une brossaille de cheveux d'un blond gras décoloré, qui paraissaient danser comme le haut plus pâle d'une flamme, cette face flamboyante de carnaval était défendue de la vulgarité par l'éclair d'un œil à éclipse qui, sous la lourde paupière, s'éteignait et se rallumait comme un feu de phare, et par le pli de la lèvre roublarde qui remuait, quand il racontait une histoire, en tombant un peu de côté gauche.

* * *

En route, ils s'arrêtèrent pour dire bonjour à un copain qui avait été mitrailleur à la vingt-deuxième et qui tenait un petit bistro à côté de Saint-Cande-le-Jeune. Il leur offrit, à titre d'apéritif, un coup de son meilleur marc. Une discussion s'étant élevée sur les mérites comparatifs des eaux-de-vie du Roumois et du Calvados, Lancien, qui était de la vallée d'Auge et qui tenait à rendre une politesse avant le dîner, proposa un crochet chez un de ses compatriotes installé au chevet de Saint-Etienne-des-Tonneliers. La demie de huit heures sonnait à tous les clochers de Rouen quand ils arrivèrent chez l'ancien clairon, qui tenait auberge à l'enseigne du *Grand Bœuf Couronné*, au pied de la Haute-Vieille-Tour.

Les touristes américains n'eussent pas repéré le *Grand Bœuf Couronné* dans cet antique dédale; mais les paysans le connaissaient, et plutôt que d'aller se faire empoisonner dans les restaurants distingués, les amateurs y goûtaient, le vendredi, les gloires de la maison, la tête de veau et la fricassée de poulet, arrosés d'un cidre à casser les bouteilles et d'un marc à défoncer les portes. En dehors des jours de marché, il était tranquille, et seuls ce soir-là, trois facteurs buvaient à une petite table. Ils connaissaient Lancien et ils le saluèrent en l'appelant camarade. Il ne parut pas enchanté de cette rencontre.

Au bruit que menait Jean-Marie, Germon, le patron, était arrivé, ceint d'un tablier qui avait été blanc dans la matinée. Normand de petit calibre, vif et rose avec les mêmes flammèches et le même œil en coulisse que Jean-Marie, il fit fête au sous-officier. Il avait été cuisinier dans son escouade, lorsque Lancien était caporal et que la division campait devant Suippes, en 1915. Tout le jour, le *Grand Bœuf Couronné* s'était rué en cuisine en l'honneur de la foire de Martinville : il n'y eut qu'à parler pour faire surgir des profondeurs rougeoyantes du fourneau les éléments d'un dîner capable de refaire un équipage de pirates un soir d'expédition. A partir de l'andouille aux pommes de terre frites, Jean-Marie décida qu'il tutoyait le sergent. Germon, qui avait dîné, s'était assis auprès d'eux et buvait en évoquant les souvenirs de la guerre, les poings sous le menton.

L'un des facteurs vint toucher l'épaule de Lancien. Jean-Marie criait assez fort pour qu'on sût de quoi ils parlaient.

— Toi, un militant, dit l'homme, tu n'as pas honte de te complaire aux souvenirs de la tuerie?

Jean-Marie en resta la bouche ouverte, une tomate farcie au bout de sa fourchette. Lancien paraissait fort ennuyé, mais Jean-Marie ne lui laissa pas le temps de s'embrouiller dans les explications. Il était sanguin et haut parleur, mais il était Normand. Il commença par inviter le facteur à boire un verre. L'homme, méridional olivâtre et crépu avec une voix sifflante et des yeux de braise, eut beau refuser sèchement, il n'était pas de taille. Jean-Marie lui prouva par *a plus b* qu'il était lui-même révolutionnaire, et par conséquent tout disposé à fraterniser avec les militants syndicalistes.

— Moué itou, dit-il, j'sis syndiqué.

Et comme le facteur paraissait incrédule, Jean-Marie développa sa pensée en versant à ses nouveaux invités l'eau-de-vie dans des grands verres :

— Faudrait pas nous croquer pus bêtes qu'à la ville : pour sûr que j'sis syndiqué, et je le sommes tous à Grand-Couronne. A preuve qu'on a l'arif syndical pour l'médecin, l'pharmacien et l'vétérinaire. Y sont obligés d'y passer, c'est quinze francs la visite. Sans ça, on en prendrait l'un autre : y en a bien assez qui

courent après la clientèle. P'te ben qu'y perdent su' chaque voyage, mais y s'rattrapent su' la quantité.

— Pardon, objecta le militant. Je conviens que cette tactique est ingénieuse, mais ce n'est pas elle qui libérera le prolétariat rural de l'oppression capitaliste.

Jean-Marie possédait, en bordure de la forêt de Rouvray, une bonne maison avec un toit de chaume où se balance l'iris violet, et des pommiers en fleurs à travers lesquels on voit miroiter la molle boucle de la Seine qui s'enfonce dans une brume dorée, entre les clochers de Sahurs et de La Bouille. Il clignait des yeux comme s'il revoyait en rêve la terre, grasse et verte sous sa parure rose et blanche de printemps. Il leva son verre et but à l'émancipation du prolétariat agricole.

Les facteurs allaient à une réunion de la Bourse du Travail, qui siège dans les antiques Halles de Saint-Louis, de l'autre côté de la rue. Les trois anciens du deux cent soixante-quatorze restèrent en tête-à-tête avec les bouteilles et les souvenirs de leur gloire militaire. Des études approfondies sur les ressources de la cave du *Grand Bœuf Couronné* les conduisirent assez avant dans la soirée. Puis Lancien tint à payer son écot, et comme Germon refusait d'accepter quoi que ce fût de son chef d'escouade, ils convinrent d'aller finir la soirée à l'extérieur, cependant que M^{me} Germon assurerait la fermeture. La lune à son lever les trouva installés à la devanture d'un café de la *Petite Provence*, où Jean-Marie se fit servir de l'eau-de-vie de quetche, en mémoire d'un séjour du régiment au Signal de Xon. Lancien, qui se flattait de connaître par cœur les graphiques de la compagnie, l'avait assuré que le dernier train pour Grand-Couronne partait à minuit cinquante-deux.

Avant de se séparer, ils allèrent trainer dans les derniers bars qui restaient ouverts sur le port. Des marins d'un charbonnier anglais buvaient du gin d'importation, cependant qu'un nègre raclait une guitare. Jean-Marie voulut à toute force goûter le gin, où il versa de l'eau de seltz sous prétexte qu'il avait soif.

Il n'est si bonne compagnie qui ne se quitte : on se sépara à l'entrée du pont Boieldieu. Une odeur de marée montait de l'eau noire, le fleuve brillait d'un éclat laiteux sous un ciel pommelé, et tout au fond, l'arche du transbordeur dansait sous la lune. On se serra les mains. Lancien, qui habitait au faubourg Saint-Sever, traversa l'eau. Germon regagna son *Grand Bœuf Couronné*. Jean-Marie enfila la rue du Grand-Pont, qui sonnait sous le fer de son gourdin nocturne.

La gare était éclairée, l'animation de la salle d'attente l'assura qu'il était en avance. Il eut tout loisir de mener à bien une nouvelle série de fouilles, qui aboutirent à la découverte de son coupon de retour. Il le tendit d'un air digne à l'employé qui avait remplacé Lancien. Le fonctionnaire l'examina, le retourna, et le lui rendit en disant avec simplicité :

— Pour Grand-Couronne, le premier train est à cinq heures cinquante-neuf.

Jean-Marie cligna deux ou trois fois des yeux en signe d'un violent effort intellectuel, coordonna ses arguments, leva le doigt de la main gauche et dit :

— Non mais, et c'tui qui doué passer à menuit cinquante et queque chose?

La réponse fut foudroyante :

— Minuit cinquante-deux, c'est un express, il ne s'arrête qu'à Elbeuf.

Jean-Marie était entêté, surtout quand il était saoul. Mais le profond génie du terrien, engourdi au fond de son crâne dans les vapeurs d'alcool, retrouva juste ce qu'il fallait de vigueur et de clairvoyance pour l'avertir que, s'il prenait l'express d'Elbeuf, il ne serait pas à sa ferme le lendemain matin pour donner la besogne aux faneurs. Il alla échouer sur une banquette, tête basse, mains aux genoux, bâton entre les jambes, et réfléchit profondément.

Sous l'effort, une à une, les idées revinrent. Celle qui avait survécu ramena les autres par la main. S'il n'était pas là à l'heure, les faneurs feraient des histoires, révéleraient sa femme, retourneraient chez eux, on ne sait pas...

Cinq heures cinquante-neuf, le temps d'arriver à Grand-Couronne, le temps de monter la côte, c'était la matinée perdue. Un mot se fixa dans sa tête, fixe comme un feu dans l'orage : Taxi.

L'express était passé, les derniers omnibus des hôtels avaient quitté la gare. Ce ne fut qu'à l'angle du boulevard Beauvoisine qu'il trouva un landaulet qui, après avoir conduit quelque voyageur redescendait vers la ville.

Il le héla, le conducteur serra des freins qui gémissaient.
— Combien que vous prendriez, à c'te heure, pour me ramener à Grand-Couronne?

— A Grand-Couronne? Ah bien, bon Dieu! A eune heure du matin, à Grand-Couronne?

— Ben quoi, y a pas pu d'douze p'tits kilomètres.

— D'la gare, y a pus qu'ça. Et pis autant pour revenir. Et pis, c'est y ben juste à Grand-Couronne?

— P'te ben qu'non. C'est yun p'tit peu pu loin, su la côte qui va su Moulineaux.

— Ah ben, tout ça ira pas loin d'quarante kilomètres. A c'te heure, ça s'ra cent francs.

Ce tarif n'avait rien d'in vraisemblable, mais Jean-Marie avait déjà tiré pas mal de fois son portefeuille dans la soirée. Lâcher encore cent francs, le bénéficiaire sur les engrais chimiques y passerait. Mais, d'autre part, les faneurs... Au bord du trottoir, Jean-Marie se grattait le crâne.

— Eh bien, interrogeait le conducteur, qué que vous décidez?

Jean-Marie ne répondit pas. Roide comme le deux cent soixante-quatorze à la parade, il traversait le boulevard. De l'autre côté de la chaussée, il examina les maisons. Le conducteur du taxi embrayait avec un bruit de casseroles et s'en allait en grognant :

— Il est fin saoul, pardine.

Jean-Marie regarda une porte, deux portes. A la troisième, il trouva ce qu'il cherchait : une petite plaque de cuivre ovale, au-dessous de la sonnette : *Rossignol, vétérinaire*.

Il tira d'abord la sonnette, prêtant l'oreille, la main en pavillon.

Le vétérinaire Rossignol habitait les étages supérieurs, Jean-Marie n'entendit que le bruit qu'il faisait à la porte et le roulement assourdi du taxi qui s'éloignait dans la nuit. Alors, il prit son gourdin et se mit à marteler la porte en criant : « M'ossieu le vétérinaire; M'ossieu le vétérinaire! »

Une fenêtre s'ouvrit, un volet battit, une tête parut dans la façade baignée de clair de lune.

— Quoi, qu'y a-t-il?

— M'ossieu le vétérinaire, c'est moué Jean-Marie Chaillou, de Grand-Couronne. J'ons vot'vache qu'est ben malade, que si vous v'nez pas la vouer tout d'suite, tout d'suite avec vot'automobile, a va crever c'te nuit ben sûr.

— Votre vache? A cette heure-ci?

— Ah! oué, M'ossieu, alle est si mal que j'suis v'nu d'ped pour vous chercher, tellement qu'j'ai peur qu'à soye crevée quand que vous arriverez.

On entendit un bref colloque où M^{me} Rossignol prenait sa juste part, puis la tête reparut à la fenêtre et cria d'une voix résignée :

— C'est bien, j'y vais. Asseyez-vous un instant, je descends.

Jean-Marie suivit le conseil, il s'assit sur les marches, raclant la pierre avec ses clous. Il s'installa bien à l'aise, il sourit, mais le sourire, au lieu de tirer sa bouche charnue, la faisait épanouir en un cul de poule d'où sortait un petit gloussement; il gargouilla dans la nuit :

— Quinze francs, l'tarif syndical. Si j'y fous eune broque de pus, y peut toujou pomper!

■ Sa tête retomba sur sa poitrine. Il se cala le menton, les deux mains au haut du gourdin, un petit rire lui secoua tout doucement les épaules, et il s'endormit en murmurant dans un soufuffle :

— P'te ben qu'moué itou, j'sis syndiqué.

LUCIEN DUBECH.

NOS CHRONIQUES RÉGULIÈRES

La semaine, par l'abbé R. G. van den Hout.

Chronique des idées, par Mgr Schyrgens.

Chronique politique, par le comte L. de Lichtervelde.

Chronique sociale, par M. Defourny, prof. à l'Univ. de Louvain.

Chronique scientifique, par J. Tillieux.

Chronique féminine, par Jeanne Cappe.

Chronique d'art, par Marcel Schmitz

CHRONIQUE SCIENTIFIQUE (1)

L'utilisation industrielle de la chaleur solaire

Le nom de Georges Claude est revenu si souvent au cours de nos chroniques qu'on ne s'étonnera pas trop de le retrouver au seuil de celle-ci.

C'est avec beaucoup d'admiration et — entre nous — avec non moins d'ahurissement que la grave élite savante de l'Académie des Sciences de Paris entendit le 15 novembre 1926, la communication que leur fit cet ingénieur peu banal, en son nom et au nom de M. Boucherot. Il ne s'agissait de rien moins que d'alimenter en énergie le monde entier aux dépens de la chaleur, des mers équatoriales. Ces inventeurs espèrent essayer sous peu le savoir-faire de cette chaudière gigantesque, dont le Soleil se charge d'être le chauffeur, pour un nul salaire et pendant un temps indéterminé : jusqu'à ce que lui-même, épuisé, soit incapable d'entretenir la vie sur notre pauvre monde; ce jour-là, d'ailleurs, la question des moteurs aura perdu quelque peu de son intérêt... On le voit, les Titans ne sont pas morts et ceux d'aujourd'hui ont, d'échapper aux foudres de Jupiter, un espoir qui ne semble pas chimérique.

Tâchons de nous faire une idée raisonnée de ce grandiose projet.

Nous nous rappelons (2) que *chaleur* et *énergie mécanique* sont au fond une seule et même chose considérée à des échelles différentes : quand un bloc de matière de masse M (ou de poids P) est animé d'une vitesse V il est de ce chef dépositaire d'une certaine énergie mécanique, c'est-à-dire que, si on oppose à sa marche un obstacle approprié, il pourra le faire reculer en développant un travail T exactement exprimé par le demi-produit de sa masse par le carré de sa vitesse :

$$T = \frac{1}{2} MV^2 = \frac{1}{2 \times 9,81} PV^2 \quad (3).$$

De même si on considère une masse gazeuse, qui est formée d'un très grand nombre *n* de molécules de masse individuelle *m* s'agitant en tous sens avec des vitesses moyennes *v*, chacune de ces molécules a une énergie de mouvement moyenne égale à $\frac{1}{2}mv^2$, et la masse gazeuse elle-même est dépositaire d'une énergie :

$$T = \frac{1}{2} nmv^2$$

Nous ne constatons pas directement que cette énergie est *mécanique* parce que nos yeux ne sont pas construits pour observer à cette échelle, mais cette agitation produit sur nous une impression particulière, la sensation de *chaleur*.

Au moment où la température extérieure est de 0 degré centigrade (qui n'est pas *froide* au sens absolu du mot, puisque cet air perd de la *chaleur* en passant à -10^0) isolons par la pensée 1 litre d'air (dont le poids est 0,00129 kg.). Cette température de 0° est déterminée par ce fait que les molécules de l'air sont animées de vitesses moyennes de 485 mètres par seconde, exactement *calculables*, quoique non *observables*. L'ensemble des molécules de ce litre d'air contient donc une certaine énergie mécanique (non perçue immédiatement comme telle) de

$$\frac{1}{2 \times 9,81} \times 0,00129 \times 485 \times 485 = 15,4 \text{ kilogrammètres}$$

c'est-à-dire que si on pouvait canaliser ces molécules dans un « sens unique » comme de vulgaires autos, et dépenser leur énergie au profit d'un poids de 15,4 kg. elles seraient à même de le soulever

(1) Chronique mensuelle.

(2) Chronique scientifique du 10 décembre 1926.

(3) On sait que la *masse* d'un corps (exprimée en kilogrammes-masse) est égale au quotient de son *poids* (exprimé en kilogrammes-poids) par 9,81 (accélération due à la pesanteur).

Par exemple, une balle de fusil de 5 gr. (0,005 kgr.) animée d'une vitesse de 600 m. par seconde est dépositaire d'une énergie égale à

$$\frac{1}{2 \times 9,81} \times 0,005 \times 360,000 = 92 \text{ kilogrammètres,}$$

c'est-à-dire qu'il produira sur un blindage qui l'arrête complètement le même choc qu'un poids de 92 kilogrammes tombant d'un mètre de hauteur.

à 1 mètre de hauteur (1). Mais les molécules des gaz n'ont pas le goût de l'ordre et nous ne sommes pas à même de les diriger, de sorte que les effets de ces innombrables mouvements orientés en tous sens se détruisent mutuellement.

Nous pourrions refaire les mêmes considérations au sujet d'un litre d'air prélevé dans une atmosphère à 20 degrés centigrades. L'énergie interne y est plus grande, certes, puisque ces 20° sont conditionnés par une vitesse moléculaire moyenne de 503 mètres par seconde, ce qui donne, par litre, une énergie interne de :

$$\frac{1}{2 \times 9,81} \times 0,00129 \times 503 \times 503 = 16,6 \text{ kilogrammètres.}$$

Mais cette énergie est non moins stérile que la précédente.

Dès lors, au point de vue de la production du travail mécanique, les habitants de l'Equateur ne sont pas plus favorisés que ceux du pôle Nord, quoique les premiers soient entourés de toute part de molécules beaucoup plus énergiques : celles-ci, s'agitant à hue et à dia, travaillent... pour le roi de Prusse.

Pénétrons-nous donc bien de ce célèbre principe de Carnot qui, en 1824, signa l'arrêt de mort des chercheurs passés, présents et futurs du « mouvement perpétuel » : « De l'énergie en équilibre de l'univers, si réelle qu'elle soit, on ne peut tirer aucun travail utilisable : celui-ci ne peut surgir que d'une rupture de cet équilibre ».

Et, de fait, c'est une telle rupture qu'utilisent tous les moteurs thermiques (à air chaud, à vapeur, à gaz, à essence, etc.).

Pour en donner un exemple, revenons à notre litre d'air pris dans une atmosphère à 20° : supposons cette masse d'air enfermée dans un cylindre C fermé par un piston P (fig. 1). Son énergie interne (inutilisable dans le milieu à même température et à même pression) est, nous l'avons dit, de 16,6 kilogrammètres. Par un moyen quelconque (un manchon de glace M, par-exemple) refroidissons cette masse d'air jusque 0° centigrade, ce qui fait tomber son énergie interne à 15,4 kilogrammètres. L'équilibre est brisé : le bombardement moléculaire est plus violent de l'extérieur a vers l'intérieur b, et le piston rentre dans le cylindre en fournissant dans ce trajet un travail utile de 16,6-15,4 = 1,2 kilogrammètre par litre d'air refroidi de 20° à 0°.

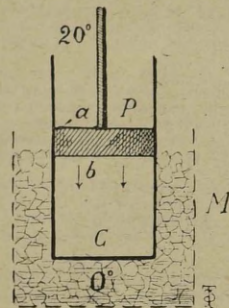


FIG. 1. PRINCIPLE DES MOTEURS THERMIQUES.

Le cylindre C renferme 1 litre d'air à 20°. Son énergie interne, due aux mouvements de ses molécules, est de 16,6 kilogrammètres. A cause du désordre parfait des mouvements moléculaires cette énergie est inutilisable. Au moyen d'un manchon M de glace fondante, on fait tomber la température jusque 0° : l'énergie moléculaire (toujours inutilisable), est réduite à 15,4 kilogrammètres. Mais, par cette chute de température, le piston P descend en effectuant un travail utilisable de 16,6-15,4 = 1,2 kilogrammètre.

Nous n'avons pas à examiner ici comment on pourrait rendre ce mouvement et ce travail continus : pour notre but présent il suffira de souligner quelques conclusions de ce qui précède :

1. Le fonctionnement d'un moteur thermique est toujours tributaire d'une chute de température de l'agent actif (air, vapeur d'eau, etc.).

2. Toute l'énergie moléculaire contenue dans l'agent actif à son entrée dans la machine n'est pas utilisable (il faudrait pour cela le refroidir jusqu'au zéro absolu, c'est-à-dire jusque -273° centigrades), mais seulement la différence entre son énergie moléculaire à son entrée dans la machine et son énergie moléculaire à sa sortie. Par exemple, dans le cas qui vient d'être décrit, le rapport entre l'énergie rendue mécaniquement utile et l'énergie apportée à la machine, ou, comme on dit habituellement, le rendement théorique R de la machine, peut s'écrire :

$$R = \frac{16,6 - 15,4}{16,6} = \frac{1}{14} \text{ environ (2).}$$

(1) Bien entendu, les molécules ayant alors dépensé toute leur énergie propre, la masse d'air serait amenée *ipso facto* au zéro absolu des températures, soit à -273°. Cette conclusion seule montre que cette transformation est irréalisable.

(2) Au lieu de rechercher, pour le calcul du rendement théorique, l'écart entre l'énergie à l'entrée et l'énergie à la sortie, il est équivalent et beau-

En aucun cas une machine, si parfaite qu'on la suppose, fonctionnant entre 0° et 20° n'utilisera plus de 1/14 de l'énergie interne du fluide actif qui y pénètre.

3. L'énergie fournie à la machine sera d'autant mieux utilisée que la chute de température (ou d'énergie interne) sera plus profonde, puisque le numérateur de la fraction qui exprime le rendement théorique est précisément égal à cette chute (1); de là, dans les machines à vapeur l'emploi très rationnel de la surchauffe d'une part et de la condensation à basse température d'autre part; de là aussi le succès des moteurs à explosion qui fonctionnent avec de très grands écarts de température entre l'inflammation et l'échappement.

4. De plus, ce qui stupéfia les ingénieurs contemporains de

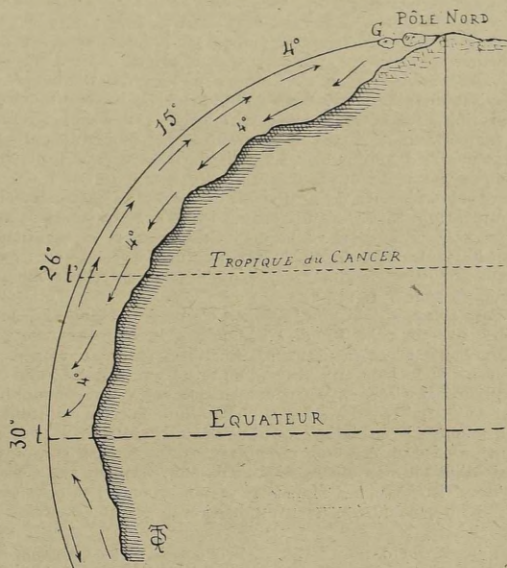


FIG. 2.

TEMPÉRATURES DES EAUX Océaniques AUX DIVERSES PROFONDEURS. — Les eaux tropicales *t'* sur lesquelles le soleil tombe à pic pendant toute l'année, tendent à s'échauffer sans cesse, et comme leur densité est de ce chef relativement faible, elles restent à la surface et s'étendent vers les mers glaciales en perdant petit à petit leur chaleur. Vers les pôles, elles atteignent le maximum de densité de l'eau (à 4°) : elles descendent et, devant trouver une issue, elles refluent vers l'équateur par les régions profondes, bien protégées par les couches supérieures contre le réchauffement. Vers l'équateur, par accumulation, elles doivent remonter, et le même cycle recommence. Donc, comme l'expérience directe le confirme, il doit se produire dans les mers tropicales, une chute de température régulière entre la surface (30° à 26°) et la profondeur de 1.000 mètres environ (4°).

En dessous de cette profondeur, la chute de température est très lente à cause de l'anomalie des densités croissantes prises par l'eau à des températures inférieures à 4°.

Le moteur de ce colossal brassage, source inépuisable d'énergie, est le Soleil (sur la figure, nous avons dû, par raison de clarté, exagérer énormément la profondeur des mers, puisque les abîmes les plus profonds ne représentent que le millième du rayon terrestre).

Carnot, pour un même écart de températures le rendement théorique d'une machine thermique est tout à fait indépendant de

le coup plus commode d'exprimer la chute de température absolue $T_1 - T_2$ du fluide, et d'écrire avec Clausius (1854) :

$$R = \frac{T_1 - T_2}{T_1}$$

Si l'on applique cette formule au cas indiqué dans le texte, on obtient en notant que $T_1 = 273 + 20$ et $T_2 = 273$:

$$R = \frac{293 - 273}{293} = \frac{20}{293} = \frac{1}{14}$$

comme nous l'avions trouvé.

(1) Par exemple, dans le cas d'une machine fonctionnant entre 150° et 0° centigrades, on a

$$R = \frac{423 - 273}{423} = \text{environ } 1/3$$

l'intermédiaire employé : air, hydrogène, gaz riche ou pauvre, vapeur d'eau ou d'alcool, etc.

Seules des raisons de prix, de commodité ou de construction dicteront le choix de cet intermédiaire.

5. Il serait faux cependant de conclure de là qu'il y a toujours avantage économique à recourir à de très grands écarts de température : tout écart, si léger qu'il soit, peut être utilisé. Il est vrai que si cet écart est petit on n'emploiera pratiquement qu'une très légère fraction de l'énergie interne du fluide envoyé dans le moteur, mais si cet intermédiaire n'a aucune valeur et si on peut entretenir pour rien un écart modéré entre deux de ses points, la question de rendement théorique devient accessoire et, financièrement parlant, il sera sage de s'en servir.

Après ce préambule forcément indigeste, nous sommes équipés pour suivre MM. Claude et Boucherot dans leurs audacieuses spéculations. Depuis longtemps (1803), les océanographes se préoccupèrent de mesurer la température de l'eau de mer à diverses profondeurs en y coulant des sondes munies de thermomètres à maxima et à minima ; ils rencontrèrent de très grosses difficultés (1), mais finirent par établir avec certitude que, dans les zones tropicales, la température de la surface varie entre 26 et 30 degrés centigrades. A 50 mètres de profondeur, les variations diurnes et saisonnières de température ne se font plus sentir et l'eau se maintient d'une façon constante très près de 25° ; si on descend plus profondément, la température baisse régulièrement jusqu'à 1.000 mètres où elle atteint 4° (température à laquelle l'eau acquiert son maximum de densité) ; plus bas encore la température descend très lentement jusque 0° (vers 2.000 mètres). L'explication de ce phénomène est indiquée sous la figure 2.

Cela étant, si l'on plonge dans l'océan, à quelque distance des côtes, un gros tube TT' de 1.000 mètres de longueur ouvert à ses deux bouts et soigneusement calorifugé, et qu'au moyen d'une pompe s'abouchant en B (fig. 3), on retire son contenu, celui-ci sera remplacé aussitôt, en vertu du principe des vases communicants, par de l'eau du fond à 4°, et le niveau libre de cette eau froide sera sensiblement le même que celui de l'eau de surface (2). On dispose donc ainsi d'un écart de températures absolument constant qui, frais d'installation, d'entretien et d'amortissement mis à part, ne coûtera rien. Ainsi est réalisée la première condition, théoriquement la plus importante, pour la production de la force motrice à bon marché.

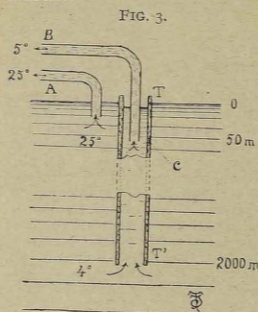


FIG. 3. PRODUCTION D'UNE CHUTE DE TEMPERATURE AU MOYEN DE L'EAU DE MER. — Si dans les mers tropicales, on plonge un tuyau calorifugé TT' de 1.000 m. de long, le niveau est le même à l'extérieur et à l'intérieur, en vertu du principe des vases communicants. Dès que une pompe, branchée en B, a aspiré le contenu de ce tuyau, son contenu se maintient à 4° (sauf après un long arrêt) car seules les eaux du fond peuvent y pénétrer. Le pompage ne sera pas plus difficile que celui des eaux de surface, vu l'égalité des niveaux. (Il est vrai que, l'eau de TT' étant un peu plus dense à cause de sa basse température, il y aura entre la surface de l'océan et celle de l'eau du tuyau une différence de niveau d'environ 1 mètre).

On recueillera donc par A et par B des eaux dont les températures diffèrent de 20°, le soleil faisant les frais de cette dissymétrie.

Restait à trouver le moyen pratique de mettre à profit cette chute de température. Pour connaître les aptitudes des eaux à 20°

(1) Ces difficultés résultaient surtout des énormes pressions exercées par les eaux profondes sur les appareils immergés : par exemple, à 1.000 mètres, cette pression est d'environ 100 kilogrammes par cm² ! Si même les réservoirs des thermomètres, très solidement protégés, n'éclataient pas, le mercure y contenu était refoulé dans le capillaire, ce qui faussait les indications de la façon la plus fantaisiste. En 1880, on songea à envelopper ces thermomètres d'une cage remplie de vapeurs d'alcool saturées ; la compression de cette cage amenait la liquéfaction partielle de ces vapeurs sans augmenter la pression. La maison anglaise Negretti et Zamba fabrique aujourd'hui d'excellents thermomètres destinés à cet usage.

(2) En réalité, à cause de la densité plus grande de l'eau froide, le niveau dans le tube se maintiendra environ 1 mètre plus bas que le niveau de surface.

Remarquons qu'il serait peu intéressant de descendre plus bas que 1.000 mètres. Les frais d'installation augmenteraient beaucoup, et on ne gagnerait que 3° pour 1.000 nouveaux mètres ! Signalons que, par erreur, le cliché de la figure 3 porte 2.000 m. là où il fallait 1.000 mètres.

et à 5°, interrogeons l'expérience : Remplissons à moitié d'eau un matras M muni d'un tube T à robinet r et d'un manomètre à mercure m (fig. 4). Faisons bouillir cette eau pendant un temps assez long pour chasser par le flux de vapeur tout l'air du matras : celui-ci ne contient donc plus que de l'eau et de la vapeur d'eau. Fermons le robinet r et attendons que l'eau ait pris exactement la température de 100° (lue sur le thermomètre t) : à ce moment, le manomètre marque 76 cm. de mercure, soit une pression de 1 atmosphère (graduation de droite sur la fig. 4). C'est ce que nous savions déjà : l'eau bout quand la pression de ses vapeurs est égale à la pression extérieure, qui est supposée de 76 cm. de mercure (10.330 kg. par m²). Laissons l'eau se refroidir jusque 25° : le manomètre ne marque plus que 2,35 cm. de mercure. C'est une pression bien modeste : seulement trois centièmes d'atmosphère (320 kg. par m²).

Si l'eau atteint 5°, cette pression tombe plus bas encore : le manomètre indique 0,65 cm. de mercure, soit moins de 1 centième d'atmosphère (88 kg. par m²).

FIG. 4.

EVALUATION DES PRESSIONS DE VAPEUR DE L'EAU A 25° ET A 5°. — Si au moyen d'une bonne pompe pneumatique, on fait le vide dans le matras M (eau absente) le mercure du manomètre m monte jusque 76 cm. (graduation de gauche). Donc lorsque la colonne atteint ce niveau, cela indique que la pression dans le matras est nulle (graduation à droite). Cette dernière graduation marque donc exactement la pression qui règne en A.

Cela étant, versons de l'eau en M et, soit par une ébullition prolongée (robinet r ouvert), soit par la manœuvre d'une pompe, chassons tout l'air de A, qui ne contiendra donc plus que de l'eau et de la vapeur d'eau.

Lisons la pression sur la graduation de droite pour diverses températures de l'eau : 10°. A 100° le niveau est le même dans la cuvette et dans le tube, ce qui indique une pression de vapeur de 76 cm. (c'est-à-dire la pression atmosphérique, ou 10.330 kg. par m²).

2°) Quand le liquide se refroidit, la colonne mercurielle monte, attestant un abaissement de la pression de vapeur : à 25° cette pression est de 2,35 cm. de mercure (soit environ trois centièmes d'atmosphère, exactement 320 kg. par m²). C'est l'instant représenté par la figure.

3°) Quand l'eau est à 5°, la pression des vapeurs est de 0,65 cm., soit moins de 1 centième d'atmosphère, ou 88 kg. par m².

Ce sont ces minuscules pressions (trois centièmes et un centième d'atmosphère) que MM. Claude et Boucherot veulent utiliser industriellement.

Donc la pression de la vapeur de l'eau de surface des mers tropicales est très faible sans doute, mais cependant trois fois plus forte que celle des eaux retirées du fond.

Le coup de génie de MM. Claude et Boucherot fut de croire à la possibilité d'utiliser ces minuscules pressions non pour balayer des bulles de savon, mais pour faire tourner à des milliers de tours par minute des machines puissantes devant lesquelles les moteurs de nos usines modernes ne sont que des jouets d'enfant. Et cette foi qui transportera... des kilowatts est basée sur les fondements les mieux établis de la thermodynamique. Essayons de nous en convaincre.

Relions par un joint étanche un matras B avec une corne A, ces deux récipients renfermant de l'eau dans laquelle plongent deux thermomètres t et t' (fig. 5). Dans le but d'évacuer tout l'air de ce système faisons bouillir vivement l'eau des deux récipients, r étant ouvert (ou, plus simplement, pompions une fois pour toute cet air par le tube T au moyen d'une bonne machine pneumatique). Fermons r et, quand l'ensemble est refroidi et ne contient plus que de l'eau et de la vapeur d'eau, amenons l'eau de B à 5° avec de la glace (dont le rôle est joué par la banquise G dans la fig. 2) et chauffons l'eau de A jusque 25° au moyen d'une petite flamme (les rayons du soleil font cet office pour les mers équatoriales).

Puisque en A les vapeurs d'eau ont une pression trois fois plus forte qu'en B, elles se précipitent vers l'eau froide et s'y condensent. Du même coup, l'eau de A est déchargée de sa pression et ce liquide entre en tumultueuse ébullition : des torrents de vapeur se ruent donc continuellement de A vers B ; la vitesse que prend cette vapeur

se calcule sans difficulté au moyen d'une formule classique de la thermodynamique : elle atteint la valeur renversante (au figuré et... au physique!) de 560 mètres par seconde (1), celle d'une balle de fusil!

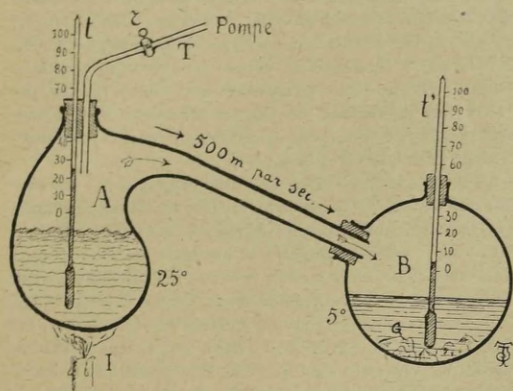


Fig. 5.

VITESSE D'ÉCOULEMENT DES VAPEURS ÉMISSES PAR L'EAU À 25°. — Par un moyen quelconque, on a évacué tout l'air du système AB (qui ne contient donc plus que de l'eau et de la vapeur d'eau). On charge une petite flamme I et un peu de glace G de maintenir l'eau de la corne A à 25° et celle du matras B à 5°. (Dans le projet Claude et Boucherot, le soleil joue le rôle de I et les banquises le rôle de G). L'eau de A se met aussitôt à bouillir tumultueusement. Rappelons encore que « bouillir » et « être chaud » (au sens vulgaire de cette expression) sont des choses très séparables : dès que la pression extérieure que supporte un liquide est inférieure à celle de ses vapeurs, il bout nécessairement. Or, à 25°, la pression des vapeurs d'eau est de trois centièmes d'atmosphère et à 5° elle n'est que de un centième d'atmosphère : donc les vapeurs de A doivent se précipiter vers B, et, par le fait même, l'eau de A, déchargée de sa pression, bout et émet des torrents de vapeur : vaines tentatives pour rétablir sa pression normale. (vaines aussi longtemps que B reste à 5°; mais, par ce jeu, la température de A tend à baisser, celle de B à monter, d'où la nécessité de I et de G).

La vitesse d'écoulement des vapeurs de A vers B peut se calculer au moyen des formules de la thermodynamique : dans les conditions de l'expérience représentée ci-dessus, elle dépasse 560 m. par seconde!

Il est d'ailleurs facile d'évaluer le poids de vapeur qui participe à cette vitesse. En effet, par son ébullition même le liquide à 25° se refroidit progressivement : la quantité de chaleur ainsi perdue est la rançon de la libération des molécules qui fuient à l'état de vapeur. Cette quantité est égale, par litre traité, à 1 calorie par degré de refroidissement. Si donc on rejette l'eau tiède comme déchet quand elle est tombée à 20°, cinq calories ont été utilisées pour former de la vapeur. Or, on sait que, employée pour la vaporisation, une quantité de chaleur égale à 0.59 calorie forme 1 gr. de vapeur (2). Donc 1 litre d'eau tombant de 25° à 20° à cause de son ébullition, dégage

$\frac{5}{0.59}$ = environ 8,5 grammes de vapeur. Et comme ces 8,5 grammes

(1) Pour ceux que les mathématiques n'épouvantent pas trop, écrivons ici cette formule, d'ailleurs assez inoffensive, connue sous le nom de *formule de Navier* :

$$v^2 = 2g \frac{p_1}{d} \log \frac{p_1}{p_2}$$

g est l'accélération due à la pesanteur, soit 9,81
 p_1 et p_2 sont la pression (en kg. par m²) de la vapeur à son entrée et à sa sortie, soit comme il est dit sous la fig. 4, 320 et 88.
 d est le poids de 1 m³ de vapeur d'eau à 25°, soit, d'après les tables classiques, 0,025 kg.

La formule devient donc

$$v^2 = 2 \times 9,81 \times \frac{320}{0,025} \log \frac{320}{88} = 251,000 \log 3,6 = 251,000 \times 2,3 \log 3,6 = 251,000 \times 2,3 \times 0,556 = 320,000$$

D'où $v = 565$ mètres par seconde.

(2) Les tables nous apprennent qu'il faut fournir 536 calories à 1 litre d'eau liquide à 100° pour le transformer en 1 kilogramme de vapeur à 100°.

A température plus basse, il faut donner par kg. plus de chaleur : par ex. à 25°, il faut fournir 59° calories parce que les molécules se retiennent davantage les unes les autres et résistent donc plus à leur libération.

Admirons en passant la logique des lois naturelles.

se lancent de A vers B avec une vitesse de 560 mètres par seconde, ce litre d'eau fournit par son refroidissement de 25° à 20° : $\frac{1}{2 \times 9,81} \times 0,0085 \times 560 \times 560 = 135$ kilogrammètres *pratiquement utilisables* (1).

Et utilisables comment? De la façon la plus simple du monde : en lançant ces vapeurs au moyen de canaux obliques I sur les aubes d'une turbine de Laval (fig. 6). Ces aubes ainsi bombardées s'ébranlent et la théorie démontre que, dans ce cas, la roue prend une vitesse périphérique égale à la moitié de celle de la vapeur, soit 280 mètres par seconde : cela fait pour une roue de 1 mètre de diamètre une vitesse de 5.000 tours par minute. Or cette vitesse est précisément la plus favorable pour les alternateurs industriels G (fig. 6), de sorte que G. Claude a pu écrire que ces turbines paraissent avoir été créées exprès pour fonctionner sous ces pressions extraordinairement faibles!

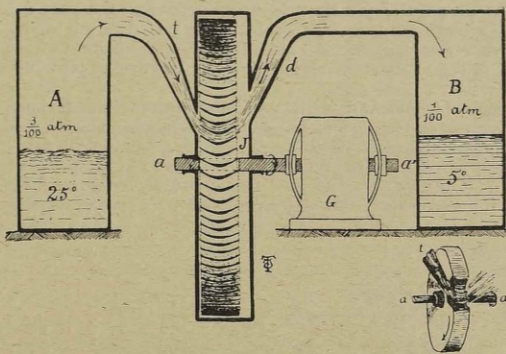


Fig. 6.

UNE TURBINE PEUT ÊTRE MISE EN MARCHÉ ET FOURNIR DU TRAVAIL AU MOYEN DE VAPEUR À TRÈS BASSE PRESSION. — Nous savons que, une fois que le système A J B. a été purgé d'air, les vapeurs d'eau se précipiteront de A vers B avec une vitesse de 560 m. par seconde, aussi longtemps que A reste aux environs de 25° et B aux environs de 5° (MM. Claude et Boucherot ont donc dû prévoir un système de pompes remplaçant assez rapidement les eaux de A et de B par des eaux de surface ou de fond fraîches, et cela sans introduction d'air, ce qui donnera quelque fil à retordre...)

Ces conditions étant réalisées, la vapeur venant de A se précipite par la tuyère I sur les aubes d'une turbine à action de Laval J (dont la partie mobile est constituée par une roue dentée à dents creusées comme l'indique la figure). Ces aubes prennent à leur profit l'énergie cinétique de la vapeur et celle-ci s'écoule sans vitesse par le canal D.

A droite, on voit en petit la boîte de la turbine, échancrée pour montrer l'intérieur. Une dynamo, ou un alternateur G, fixé sur l'arbre aa' de la turbine, utilise sa puissance.

MM. Claude et Boucherot ont exécuté cette expérience en petit avec un succès complet devant les membres ahuris de l'Académie des sciences, le 16 novembre 1926.

Et remarquons bien qu'il ne s'agit pas de calculs en l'air : une petite turbine montée dans ces conditions a marché et fourni du travail, ce qui montre que « la théorie à toujours raison » (comme disait G. Claude à propos de ses travaux antérieurs)... pour ceux qui savent s'en servir, et ils ne sont pas légion!

Imaginons maintenant plusieurs groupes d'une centaine de turbines montées parallèlement sur le même axe, et recevant chacune sur une face de l'eau à 25° et sur l'autre de l'eau à 5°, de telle sorte que, dans ces groupes réunis, passent par seconde 1.000 mètres

(1) Ne croyons pas que ceci contredit ce que nous avons écrit ci-dessus au sujet du rendement théorique d'un moteur thermique fonctionnant entre 25° et 5°.

En effet : 1°) Pour produire ces 135 kilogrammètres utilisables, on emploie 1 litre d'eau à 25°, qui contient donc 273 + 25 = 298 calories, soit une énergie interne de 425 X 298 = 125.000 kilogrammètres sans tenir compte de la chaleur de fusion!... Le rendement réel dépasse donc à peine 1 pour mille! C'est que sur ces mille grammes d'eau, on n'en retient, que 8,5! Plus des 991 millièmes de l'eau étant tombés à 20° sont rejetés comme déchet inutile et encombrant; 2°) c'est donc sur les 5 calories vraiment utilisées que nous devons calculer notre rendement théorique. Or 5 calories équivalent à 5 X 425 = 2.125 kilogrammètres, sur lesquels on ne peut utiliser 135!... Soit environ le rendement prévu de 1/14... Ceci soit dit, non pour déprécier la méthode, qui est admirable, mais... pour sauver la théorie « qui doit toujours avoir raison! »

cubes d'eau tiède; il se formera dans le même temps 8,500 kg. de vapeur et le travail disponible sera de 135 millions de kilogrammètres par seconde, soit $\frac{135.000.000}{75} = 1.800.000$ chevaux-vapeur!

Il va sans dire qu'il y aura des pertes et qu'il faudra utiliser une partie de cette force motrice pour le pompage des eaux, pour l'évacuation de l'air et des autres gaz dissous dans l'eau, etc., mais les inventeurs comptent sur un rendement *pratique* de 40 % au moins, ce qui laisserait 760.000 chevaux disponibles, jour et nuit, toute l'année durant!...

Pour ne pas allonger outre mesure, je ne dirai de l'installation industrielle d'une telle usine que ceci : on compte qu'elle coûterait un milliard et demi. Il y a donc lieu de ne marcher qu'à coup sûr; aussi MM. Claude et Boucherot ont-ils décidé faire d'abord un essai plus modeste, et le passé de ces ingénieurs est plein de promesses pour l'avenir.

Signalons, pour finir, un « sous-produit » extrêmement intéressant dans les pays tropicaux : ces usines rejettent des quantités formidables d'eau froide (à 8°) : quoi de plus rationnel que de les envoyer dans des « frigorifères » qui rafraîchiront les habitations et rendront le séjour dans les régions torrides infiniment plus supportable...

N'est-ce pas le moment de souligner l'importance, même pratique, de la science pure. Que de fois, parlant des recherches minutieuses des savants désintéressés, ne dit-on pas avec une pointe de dédain : *A quoi cela sert-il ?* A quoi cela sert-il de mesurer la température des océans à diverses profondeurs ? Cela sert à révolutionner l'industrie et à déplacer vers les régions tropicales les centres de civilisation.

J. TILLIEUX.

Orient et Occident⁽¹⁾

La faculté puissante, redoutable des Asiatiques, — Gobineau avait pu l'observer, — c'est qu'ils ne manquent jamais, d'une manière ou d'une autre, « d'asiatiser leur but ». Ils conquièrent et ne sont pas conquis. Et faut-il, par exemple, voir autre chose qu'une tactique de propagande, à l'usage des « esprits libres » d'Europe, dans la religion épurée d'un Mahatma Gandhi qui prétend s'ouvrir à « l'adoration de tous les prophètes du monde » ? Sans doute est-il utile à ses desseins de paraître « transcender l'hindouisme », en proclamant que « la Bible, le Coran et le Zend-Avesta sont aussi divinement inspirés que les Védas ». Mais comment ne pas voir qu'il n'invoque le Sermon sur la Montagne que pour dénoncer aussitôt « le christianisme occidental comme une négation du christianisme du Christ » ? Et c'est aux Upanishads, à la doctrine du samsàra, à la discipline des castes, au culte des idoles, à la protection de la vache, ce « don de l'hindouisme au monde », qu'il fait appel pour transformer le nationalisme de l'Inde en religion, et ouvrir à ses masses obéissantes et fanatisées la voie sanglante mais glorieuse du sacrifice. Ce qu'il enseigne aux siens, ce n'est plus cette large religion éthique « fondée sur des lois qui lient tous les hommes du monde », c'est l'évangile du *Suadeshî*, où le traditionalisme le plus pur est exalté dans le domaine de l'absolu : « De même que nous sommes tenus de servir le siècle où nous sommes nés, leur dit-il, de même nous devons servir à tout prix la terre natale... L'émancipation de notre âme doit être cherchée par le moyen de notre propre religion... Pas plus que notre naissance ou notre famille, ou notre pays, notre culture ne peut être choisie par nous. Nous n'avons qu'à accepter ce qui nous a été donné par Brahman, nous sommes tenus de

(1) Voir la *Revue* du 4 mars 1927.

recevoir nos traditions comme venant de lui et notre strict devoir est de nous y conformer. Le reste serait péché (1). »

Ce n'est pas ainsi que l'Orient présente à l'Occident sa pensée missionnaire. Nationalisme honteux, celle-ci se déguise en amour, affecte de vivre dans l'éternel, en haut des siècles; elle sait, quand elle s'exporte, se transformer en pacifisme humanitaire, en syncretisme idéaliste à l'usage d'un monde qu'elle veut engourdir et troubler, car elle ne sème la confusion que pour y récolter des profits. Et l'Inde de Gandhi, de Tagore, ne prêche la tolérance de toutes les religions que pour réveiller ses propres croyances et pour mieux dissoudre les nôtres.

Notre force, ce qui nous reste de cohésion morale — ses propagandistes le savent — nous vient de nos traditions, de notre culture; et, par un double effort, ils cherchent à les imiter chez eux, en revenant au passé contemplatif et mystique de leur race, et à les ruiner chez nous, en y faisant pénétrer les pires stupéfians spirituels. A ces ruses de vaincus, le poète Tagore dépense l'ingéniosité d'un charmeur de serpents et module ses chants de kabir d'un bout à l'autre de l'univers; Gandhi, lui, s'attaque sur son propre sol au serpent qui l'entoure et ne lui oppose que la « non-résistance », plus redoutable qu'aucune arme (2). Mais pour tous les deux, le serpent, c'est la civilisation de l'Ouest, « satanique et perverse, exclusivement dominée par le « culte de Mammon ». Et ils la dénoncent, à l'envi, comme « l'âge noir », « l'âge des ténèbres »; ils flétrissent, d'un verbe méprisant, son maléfique désir de conflit, de concurrence, et c'est pour prophétiser que « le destin qui l'attend et la prendra à l'improviste est aussi certain que la mort », qu'elle « porte en elle sa propre damnation ».

A l'Occident matérialiste et qui est tout Machine, ils opposent, avec une insistance frénétique, la spiritualité de l'Orient, qui est tout Esprit (3). Cette ardente revendication de l'Asie opprimée

(1) Gandhi, qui accuse la culture européenne d'avoir « déviriilisé la jeunesse de l'Inde », a établi tout un programme pour « un retour à l'étude systématique des cultures asiatiques, du sanscrit, de l'arabe, du persan du pali et du maghadi, afin de retrouver les secrets de la force nationale. » Romain Rolland loue son initiative et nous invite à en faire notre profit » ce qui signifie sans doute que nous devons retourner aux disciplines gréco-latines où sont les sources de notre pensée et de notre foi. M. Romain Rolland ne l'entend pas ainsi et nous presse d'étudier les théologies orientales. N'est-ce pas fausser la leçon de Gandhi ? Car ce n'est qu'ensuite que le Mahatma fait une place aux autres cultures, pour satisfaire au « rêve d'un état supérieur de l'existence universelle. » Il va d'abord aux points menacés. Sa synthèse est indienne, à tout le moins orientale, coranique et bouddhique. La nôtre est helléno-romaine, l'essentiel du judaïsme nous venant par cette voie. Et sans préjuger de la vérité des doctrines — car elle seule peut déterminer notre choix — cet appel traditionaliste qui vaut pour l'Orient menacé, d'où vient que M. Romain Rolland le refuse pour l'Occident en péril et qu'il ne voie son salut que dans la soumission à l'esprit étranger ?

(2) La douceur de cet apôtre a été, en ces dernières années, plus redoutable aux maîtres de l'Inde que les violences des politiciens, car elle fanatisa les masses. Il prêchait l'abandon de l'usine et du rail, le retour à la simplicité patriarcale de l'époque védique; et s'il combattait les pouvoirs établis, c'était par la désobéissance civile, le refus de toute collaboration, la grève permanente. Pour lutter contre l'industrialisme occidental, Gandhi invita ses disciples à brûler les cotonnades étrangères et à ne se vêtir que de l'étoffe indigène, tissée au rouet de leurs propres mains. (Cf. René Grousset, *le Réveil de l'Asie*.)

Mais « la politique de non-coopération était vouée à un échec irrémédiable. Quelque asiatique, en effet, que soit le tempérament d'un peuple, on ne peut lui imposer un mysticisme collectif, avec chance de durée, que si l'exaltation de l'âme nourrit une activité, une fin positive. Or la doctrine de Gandhi, spiritualité désespérée, contraignait la masse au suicide. Aussi son prestige est-il fort compromis; et l'on voit déjà se lever d'autres révolutionnaires hindous qui s'inspirent des doctrines communistes et qui préfèrent « le style militaire de l'Occident ».

(3) « L'Asie n'est rien sinon spirituelle », dit Okakura, et pour lui aussi la « gloire de l'Occident est l'humiliation de l'Orient ». Mais il ajoute : « Cette gloire a un revers. Les individus qui coopèrent à la fabrication de la grande machine de la soi-disant civilisation occidentale moderne deviennent ses

contre les excès de la concupiscence européenne, vous la trouverez cent fois exprimée, depuis dix ans, sous une forme identique par tous les nationalistes orientaux que ce soit aux Indes, en Chine ou au Japon. C'est le thème inlassablement repris de la prédication conjuguée des Tagore, des Gandhi, des Okakura, des Kou Ming, et de tous leurs sectateurs : « La force par laquelle l'Occident prospère, disent-ils d'une voix unanime, est une force de mal. La civilisation présente de l'Europe est la possession exclusive du diable; mais elle ne se livre à lui que pour glisser, sur les chemins fallacieux de la prospérité, jusqu'au bord du cataclysme ». Ils feignent parfois de caresser l'espoir que « lorsque le pouvoir aura honte d'occuper son trône et sera prêt à céder à l'Amour, lorsque le matin, comme dit Tagore, viendra effacer les traces sanglantes des pas de la Nation sur la grande route de l'Humanité, on demandera à l'Inde d'apporter son vase d'eau sacré pour adoucir et purifier le genre humain, et, sous sa pluie, bénir et rendre fertile la poussière piétinée des siècles ». Mais *silet poeta*. Au fond d'eux-mêmes, ces opprimés ne croient pas que « l'Europe soit prête à abandonner son inhumanité politique, puisqu'elle n'attend rien que de la modification des systèmes, qu'elle n'espère pas dans le changement du cœur ». Et si Rabindranath Tagore estime que « l'Orient, avec ses idéaux où sont déposés des siècles de soleil et de silence étoilé », peut attendre patiemment que l'Europe « perde haleine » et que « le Géant de Chair s'effondre dans l'abîme », le Mahatma Gandhi, qui défend sa maison menacée, n'a pas de ces illusions opportunes : « *Le seul effort requis, dit-il, c'est de chasser la civilisation d'Occident* ».

Voilà le dernier mot de cette idéologie spiritualiste, où s'incarnent des forces élémentaires qui visent, en fait, à notre anéantissement. Ananda Cooromaswamy, dans *la Danse de Civa*, cite ces « paroles remarquables » du vicomte Torio : « L'égalité dans la paix ne pourra jamais être atteinte, tant qu'elle ne sera pas édiflée sur la ruine des Etats occidentaux anéantis et parmi les cendres des peuples européens disparus. » Un des fondateurs de la Ligue orientale de Tokyo, M. Ikuta Choko, à qui le Japon doit une traduction de Nietzsche, écrivait en 1924 : « La civilisation occidentale, enfoncée dans le matérialisme, est à la veille de sombrer. Notre ligue n'aura de raison d'être que si elle entend de renouveler la vie de l'humanité. *Ce qui s'impose, c'est d'orientaliser encore une fois le monde.* » Et nous lisons dans le manifeste de la Ligue : « *La paix et le bonheur ne seront assurés aux hommes que le jour où l'Asie vaincra les Blancs*, non pas poussée par la haine, mais seulement par la pensée de les ramener à la justice à la véritable civilisation qui est spirituelle et non matérielle. »

La renaissance de l'Asie qu'annoncent ses prophètes est, en son fond, commandée par les idées mêmes auxquelles ils prétendent s'opposer. Elles leur viennent de cet Occident qu'ils maudissent, ils les ont empruntées au vocabulaire libéral, à l'idéologie démocratique pour réclamer des choses qui leur sont profondément étrangères; et ces grands mots de Justice, de Liberté, de Progrès, comme un virus tout nouveau qu'aucune inoculation préalable ne saurait atténuer, sont ainsi rendus les véhicules de l'anarchie, dans un monde qu'ils contaminent irrémédiablement,

esclaves et sont impitoyablement dominés par le monstre qu'ils ont créé. En dépit de la fausse liberté d'Occident, l'individualité véritable y est détruite par la compétition pour la richesse; le bonheur et la joie y sont sacrifiés à l'insatiable désir de posséder toujours davantage. L'Occident se glorifie de s'être émancipé des superstitions médiévales, mais qu'est-ce donc que ce culte idolâtre de la richesse qui les a remplacées? Quelles souffrances et quel mécontentement se trouvent cachés derrière le masque somptueux du présent! C'est pour qui l'entend bien un conseil traditionneliste que l'Orient donne à l'Occident; et voilà le digne sens des appels de l'Asie : ils nous pressent de revenir à notre spiritualité propre, à cette spiritualité catholique, où nous retrouverons l'unité morale qui, pour une civilisation, est la plus nécessaire de tous les biens.

qu'ils détournent de son destin, et dont nous entendons déjà gronder la formidable émeute.

* * *

Ce tragique réveil était inévitable. L'Europe, depuis un demi-siècle, n'a-t-elle point tout fait pour « rénover » les races asiatiques (1)? Par l'enseignement et par l'usine, par le négoce et par le livre, par la machine et par les armes, ne leur a-t-elle pas donné sa civilisation matérielle, ses aspirations et ses besoins, sa volonté de puissance et ses moyens d'action? En constituant la vaste unité administrative de l'Inde, les Anglais, par exemple, n'ont-ils pas, sans le vouloir, uni les hommes en unifiant le sol? Ils ont préparé à leur insu, la création d'une nation indienne, jusqu'alors morcelée, perdue dans son immensité et comme étrangère à elle-même. Et cette unité intérieure que le rail et le télégraphe avaient amorcée en rapprochant les Tamouls de Madras des Mahrattes de Bombay, les Sakhs de Lahore des Bengalis de Calcutta, l'Université devait définitivement l'accomplir. La centralisation britannique avait créé des liens communs entre des peuples séparés par la distance, par les mœurs et qui, naguère encore, ne se comprenaient pas; l'université où les jeunes Hindous étudiaient les doctrines du libéralisme anglo-saxon, apprenaient à penser à l'anglaise, mais « à la façon des Irlandais », allait faire des intellectuels révoltés et des nationalistes.

La même transformation s'observe dans toutes les vieilles nations de l'Asie. En les modernisant, en leur apportant ses idées, ses codes et ses techniques, l'Europe les a réveillées de leur léthargie centenaire; elle a ranimé des forces que l'on croyait taries. A l'arrivée des Européens, la plupart de ces peuples étaient en complète décadence. La conquête eut pour eux « la valeur d'un risorgimento »; elle leur a rendu la conscience d'eux-mêmes. De la Chine des Mandchous, dont les dix-neuf provinces au début de ce siècle semblaient en être encore au temps de Marco Polo, elle a fait la Chine de Sun Yat Sen et des révoltes cantonnaises; de l'Inde des grands Mogols, l'Inde de Gandhi et du Šwaraj; de la Turquie des Sultans l'irréductible Turquie kémaliste qui rêve de fédérer les nationalités musulmanes de Perse, d'Afghanistan et d'Arabie; de l'Egypte des Khédives, elle a fait l'Egypte de Zaghoul pacha. Aussi a-t-on pu dire que « de l'europanisation de l'Asie est sortie la révolte de l'Asie contre l'Europe ».

Et voici qu'à l'idée d'unité nationale succède aujourd'hui l'idée d'unité asiatique. Importée d'Occident par des intellectuels orientaux qui ont vu là le secret de notre cohésion et qui veulent l'imiter en dépit des obstacles que la nature y oppose, l'idée d'une grande Asie a trouvé au Japon ses théoriciens et ses propagandistes les plus ardents; car c'est lui qui entend promouvoir une telle renaissance. Par la fortune d'une souveraineté nationale ininterrompue, l'orgueil farouche de sa race, et son isolement insulaire, ne se flatte-t-il pas, entre tous les peuples de l'Est, d'être celui qui a le mieux conservé les instincts ancestraux? « C'est à lui, dit Okakura, qu'il appartient de ranimer dans sa politique, dans son art, comme dans sa vie morale, la vieille unité de l'Asie ». Et cette parenté qui relie les nations réparties entre le golfe de Bombay et le Pacifique, entre l'océan Indien, la vallée du fleuve Bleu, les steppes de Mongolie, de Mandchourie et l'Archipel japonais, voilà ce que Kokuzo s'est efforcé d'établir, afin de reconstituer sur des bases ethniques, historiques et religieuses, l'identité d'une culture, d'une civilisation asiatique, dont le Japon revendique le dépôt et l'héritage.

(1) La chose a été admirablement montrée par M. René GROUSSER, dans son livre prophétique : *le Réveil de l'Asie* (Plon, 1923). Nous résumons ici l'essentiel de son argumentation. Mais le lecteur soucieux de connaître davantage cet angoissant problème devra se reporter à cet ouvrage.

Cette précellence qu'il s'arroge, les titres qu'il se donne pour prendre la direction du réveil des peuples orientaux, ces peuples asservis pour la plupart à des dominations étrangères, ne songent pas à les lui contester; ils s'inclinent devant la race libre qui incarne ses espérances. Et n'est-il pas significatif d'entendre l'idéaliste Tagore exalter l'exemple du Japon et le louer d'avoir su accueillir, pour les fins de sa propre grandeur, tous les dons du siècle moderne : « Le Japon, dit-il, est ainsi entré en contact avec les temps vivants et il a accepté avec passion et aptitude les responsabilités de la civilisation nouvelle. C'est ce qui a donné un cœur au reste de l'Asie. Dans cette tâche de rompre la barrière et de faire face au monde, le Japon a été le premier en Orient. Il nous a rendu l'espoir qui alimente le feu secret nécessaire à toute création. L'Asie sent désormais qu'elle doit se justifier en produisant une œuvre vivante, qu'elle ne doit plus rester passivement endormie et se contenter d'imiter l'Occident de façon lâche et servile, par crainte ou par flatterie. Pour tout cela, nous offrons nos remerciements à cette Terre du Soleil Levant et nous lui demandons de se rappeler qu'elle a à remplir la mission de l'Orient. »

Ainsi l'Inde qui « essaie de vivre pacifiquement et de penser profondément », l'Inde « ignorante de toute politique », l'Inde « qui n'est d'aucune nation » et qui assure « n'avoir d'autre ambition que de connaître le monde comme le monde de l'âme » de vivre tous les moments de la vie dans un humble esprit d'adoration », l'Inde du poète benghali qui déteste la machine et le progrès matériel, sent son cœur battre et les rêves interdits resurgir aux accents victorieux du Japon, dont elle attend qu'il rende l'Asie aux Asiatiques et qu'il chasse l'Homme Blanc. C'est qu'à tous ces peuples qui vivent sous la loi étrangère, la victoire du Japon sur la Russie des tsars, en 1905, était apparue comme le signe des délivrances prochaines. « Elle était donc dissipée la légende de l'invincibilité des Européens, de leur primauté naturelle parmi les races humaines! Le canon de Tsushima annonçait au monde que le droit divin de l'Occidental en Asie avait pris fin! Ce n'était pas la Russie battue par le Japon, ce n'était pas la défaite d'une puissance par une autre puissance, c'était quelque chose d'inouï et de prodigieux, le triomphe d'une civilisation sur une autre, la revanche des humiliations séculaires l'espoir des peuples d'Orient qui commençaient à poindre (1). »

Ces conséquences panasiatiques de la victoire japonaise ne furent nulle part plus vivement ressenties que par les Japonais eux-mêmes; ils prirent soudain conscience qu'ils avaient reçu du ciel la mission d'éduquer et de grouper en faisceau toutes les nations de l'Asie : « Hier encore, écrivait le *Nihonjin*, on admettait que la question d'Orient devait être résolue par les seuls Européens ou Américains. Désormais, nous savons qu'elle le sera par nous. La paix du monde exige que par l'union de tous les Orientaux, sous l'influence formatrice du Japon, il se constitue en Extrême-Orient un grand empire capable d'empêcher l'intrusion de l'Amérique et de l'Europe. Si les étrangers veulent considérer la Chine comme l'Inde ou l'Égypte, s'ils perdent le respect, nous les précipiterons dans les catastrophes! »

* * *

La guerre européenne, la mauvaise paix qui l'a suivie, loin d'avoir apaisé la révolte de l'Orient n'a fait que rapprocher les Asiatiques dans une animosité commune (2), les amener contre la domination des puissances occidentales et fortifier un sentiment de solidarité ethnique qui se développe de façon menaçante. Avant même que ne s'ouvrit, au mois d'août 1926, à Nagasaki,

(1) GROUSSET, *loc. cit.*

(2) Rendant compte, à la Société de Géographie, en 1924, d'un voyage qu'il fit en Asie, au lendemain de la guerre, M. Sylvain Lévi déclara qu'il avait partout constaté une véritable horreur de la civilisation européenne. D'un tel état d'esprit, l'éminent indianiste ne voit — c'est l'expérience de sa mission — que trois bénéficiaires. Tout d'abord les Soviets : « On salue et on aime les

la première conférence de la Ligue panasiatique, maintes associations japonaises ont été créées qui ont pour but d'attirer les Indes dans le cercle de l'impérialisme nippon et de soulever l'Orient contre l'Occident : « En marchant vers l'Ouest, dit le comte Okuma, contre les Balkans, la France et l'Italie, la plus grande partie du monde peut être soumise à nos armes. La tyrannie des Anglo-Saxons, à la conférence de la Paix, a rempli de colère les hommes et les dieux. » Et si des intellectuels comme Kawakami se contentent d'annoncer « les jours prochains où l'Asie aura retrouvé, en matière de civilisation, une supériorité qui rejettera l'Europe dans l'ombre », un réalisme politique très précis se dissimule sous cette propagande culturelle.

Malgré toutes sortes de vicissitudes et d'hésitations, on travailla à la constitution d'une Grande Asie, d'un bloc asiatique par l'alliance de la Chine et du Japon : « L'amitié russo-japonaise, écrivait, il y a deux ans, un homme d'Etat nippon, le vicomte Goto, est la clef de cette alliance; elle fera s'harmoniser les civilisations de l'Est et de l'Ouest. Une entente russo-sino-japonaise fondera la paix du Pacifique sur la liberté et sur l'égalité. » L'accord entre Tokyo et Moscou a été signé le 20 janvier 1925. Comme l'a justement montré M. Maurice Muret dans le *Crépuscule des races blanches* : « Pour qu'une nation aussi attachée que le Japon à ses institutions monarchiques et aristocratiques s'exposât aux risques d'une alliance avec les Soviets, il fallait qu'une dure nécessité l'y contraignît. C'est aussi bien sous la pression d'une rude contrainte que le Japon s'est engagé dans cette voie hasardeuse (1). » A parler franc, avoue M. Kawakami, le Japon craint l'isolement. »

Abandonné par l'Angleterre, son allié de la guerre, traqué, réduit aux limites étroites de l'archipel, malgré son accroissement fantastique (près d'un million de naissances par an), définitivement exclu du territoire américain par le bill sur l'émigration (2), — la

Soviets, dit-il, moins pour ce qu'ils apportent que pour ce qu'ils détruisent. On voit en eux le libérateur qui humiliera, qui écrasera les maîtres dont l'oppression a si longtemps fait souffrir. » Le second bénéficiaire, c'est l'Amérique : « L'Amérique représente pour l'Orient tout le fruit de la civilisation européenne, sa culture, sa technique, sa force spirituelle, sa force matérielle, et l'Amérique n'a pas à porter le poids lourd du passé de l'Europe : elle a les mains nettes. » Ajoutons que les Etats-Unis n'avaient pas encore fermé leurs portes au Japon par le bill sur l'immigration.

Aussi ne doit-on pas s'étonner que Tagore, l'adversaire idéaliste du machinisme, ait alors réservé ses flatteries à l'Amérique. Il salue en elle la « nation affranchie de l'avarice du passé, dont les traditions n'ont pas en le temps encore d'étendre leurs racines étouffantes autour des cœurs. » S'il est vraiment donné à l'Occident, dit-il, de nous tirer de la confusion où nous sommes, pour atteindre le sommet spirituel de l'humanité, je pense que c'est la mission spéciale de l'Amérique de remplir cet espoir de Dieu et de l'homme. L'Amérique est le pays qui espère, qui désire autre chose que ce qui est. L'Amérique est destinée à justifier la civilisation occidentale aux yeux de l'Orient. »

Enfin, le troisième bénéficiaire, dit M. Sylvain Lévi, c'est l'Allemagne; en enlevant à l'Allemagne ses colonies, on l'a sanctifiée devant l'Orient. Et voilà qui explique les ménagements de Gandhi à son endroit : « L'Europe, dit-il, n'a rien gagné à la chute de l'Allemagne... Les Alliés se sont montrés tout aussi faux, tout aussi cruels, tout aussi avides que l'Allemagne le fut ou l'eût été. L'Allemagne ne serait pas tombée dans l'exagération (hypocritement dévote) que l'on remarque dans un grand nombre des actions des Alliés. » (*La Jeune Inde*, p. 72.)

(1) Un article du traité enjoint au *Komintern* soviétique de s'abstenir de toute propagande communiste dans l'empire du mikado. Mais cette restriction, observe M. Muret, rend l'alliance russo-japonaise plus significative encore. (*Op. cit.*, p. 195.)

(2) « Toute l'œuvre accomplie par la Conférence de Washington, déclare l'*Asiatic Review*, a été balayée par la loi d'immigration. » Rabindranath Tagore, malgré ses avances à l'Amérique, ne put cacher son dépit : il partit aussitôt pour le Japon et fit à Osaka, à Tokyo, une série de conférences où il s'éleva contre le bill. « L'affront, dit-il, a été ressenti par tous les peuples orientaux. Ils doivent s'unir : leur alliance sauvera l'Asie et le monde. » Puis, évoquant l'union future de la Chine et du Japon, il conclut en ces termes : « Il faut, dit-il, réhabiliter la culture et la pensée orientales, dénoncer l'esprit destructeur de la civilisation européenne. »

« plus grande erreur internationale, la plus grosse de conséquences redoutables qui ait été commise depuis la paix », — le Japon a dû chercher ailleurs des appuis et des sécurités. L'alliance avec les Soviets l'arrache à l'isolement — et dans des conditions particulièrement favorables si l'on songe à l'activité prodigieuse de la Russie dans tout l'Orient. Ainsi le Japon, qui ne s'était occidentalisé qu'à contre-cœur, est rejeté vers le continent asiatique, berceau de sa civilisation et de sa race; la Russie, écartée de l'Europe, dressée contre l'Occident qu'elle veut atteindre par revers, est également rejetée vers l'Asie. Et aux deux extrémités de ce monde mystérieux, colossal réservoir humain, deux peuples, plus avancés dans la voie du progrès, se regardent, s'observent, se concertent pour sa domination.

A Moscou, la signature du traité russo-japonais a été accueillie comme « le signal d'un revirement essentiel dans la situation générale en Extrême-Orient et dans la politique internationale » (Tchitcherine). Et M. Stieklof, dans les *Izvestia*, annonçait, à ce propos qu'une ère nouvelle commençait dans l'histoire du monde, ère qui serait marquée par l'alliance prochaine du Japon, de la Russie, de la Chine et de l'Allemagne (2). Le bloc germano-asiatique, en dépit des traverses, cherche à se constituer.

Les événements actuels semblent en retarder la menace, mais en apparence seulement. Que sortira-t-il de la révolution chinoise, fomentée par les intrigues bolchevistes des Borodine et des Karakhan, nul ne peut encore le prévoir. Les grandes puissances occidentales atterroient et hésitent; elles sentent qu'il y va de leur prestige, mais quel moyen de rétablir l'ordre dans ce grand pays en dérive, énorme masse humaine désemparée, et que conduisent quelques agitateurs sortis des universités d'Europe et d'Amérique? Par ailleurs, elles ne peuvent plus compter sur les Japonais, qui se gardent bien d'appuyer trop ouvertement les troupes nordistes de Tchang Tsao Lin. Mais qu'arriverait-il si le Japon se réconciliait avec la Chine, et, soutenu par une révolution bolcheviste aux Indes, se dressait contre les « intrus et les indésirables de race blanche ».

L'épisode actuel de la crise chinoise est avant tout un acte du duel engagé entre la civilisation et le bolchevisme. Paul Morand a vu juste : « Canton, c'est le premier coup droit porté à Londres par Moscou. Nous réjouir d'une discrimination serait folie. Pour l'Asie, tous les blancs se ressemblent, ne font qu'un peuple. D'autres sauront et nous aurons notre tour. A l'Europe ignorante, isolée, divisée, sceptique, les yeux mal ouverts à l'évidente simplicité du conflit actuel, s'oppose une doctrine ardente, cohérente, méthodique, parfaitement informée, tendue de toute la force de ses dirigeants vers la destruction d'une vieille société qui ne se défend qu'avec des armes de paix contre qui l'attaque avec des armes de guerre. »

* * *

Tels sont les faits, telle est la réalité que dissimulent la rapidité d'un Tagore, l'évangélisme tolstoïen d'un Gandhi. Quand les propagandistes de la « Connaissance de l'Est » nous pressent d'écouter « l'esprit de l'Inde qui vient de surgir de ses temples et de ses forêts », quand ils travaillent à réhabiliter la culture et la pensée asiatiques, à dénoncer l'esprit destructeur de la civilisation occidentale, ils servent les vues d'une coalition politique d'où peut sortir un conflit plus inhumain que tous les autres et qui replongerait notre univers dans le néant.

C'est sans doute d'une telle anticipation que s'enivre M. Romain Rolland lorsqu'il écrit : « Historien de métier, habitué à voir passer

(2) Cf. *Izvestia* du 22 janvier 1924. Le journal gouvernemental des Soviets ajoutait que l'Allemagne hésitait encore, mais qu'elle se rendait prochainement compte que ses intérêts sont du côté du bloc asiatique. Plusieurs journalistes de Tokio et d'Asaka, et certains membres du parlement japonais, se sont fait l'écho de ces espérances.

et repasser le flux et le reflux des grandes marées de l'esprit je décris celle-ci qui se lève du fond de l'Orient. Elle ne se retirera qu'après avoir recouvert les rivages de l'Occident. »

Sous prétexte d'accueillir l'« ample et calme métaphysique de l'Inde », sa conception de l'univers, sa « sagesse de vivre », on élargit la brèche d'où l'anarchie, non moins barbare que les invasions, a toujours surgi pour dissoudre nos institutions et nos mœurs. On ne nous parle encore, en langage idéaliste, que d'une sorte d'invasion spirituelle prête à déferler des hauts plateaux de l'Asie pour « régénérer » les races d'Occident, abandonnées au soir de leur mauvais destin. Il ne faut pas attendre que les avalanches désirées par certains transfuges européens anéantissent notre monde pour dénoncer ceux qui se font les complices de cet asiatisme-là. C'est à ceux d'entre nous qui le propagent parmi nous qu'on doit d'abord s'en prendre. C'est en Occident qu'il faut d'abord chercher les idéologues qui, dans le prétendu dessein de nous ouvrir aux idées de l'Orient, trahissent la civilisation et leur vocation propre. Ceux-là sont les véritables fauteurs de la crise de l'esprit occidental et de l'esprit tout court.

HENRI MASSIS.

Albert de Mun et les cercles catholiques d'ouvriers

A PROPOS D'UN LIVRE RÉCENT

Deux chefs de file de la restauration sociale, la Tour du Pin et Albert de Mun, ont été, dans ces derniers temps, l'objet d'études qui valent d'être signalées à tous ceux que préoccupent les grandes tendances entre lesquelles se partage le mouvement sociologique au XIX^e et au XX^e siècle.

Nous faisons allusion au livre que M. Rivain a consacré à la Tour du Pin et à la thèse de doctorat où M. Henri Fontanille a retracé la carrière, la physionomie et l'œuvre du comte de Mun (1). A propos de ce second ouvrage nous voudrions dire aujourd'hui quelques mots. Nous n'entreprendrons pas de le résumer. C'est un travail considérable aux aspects multiples (2). L'auteur s'est attaché à relever, dans l'histoire des idées sociales contemporaines, toutes les influences même lointaines, subies par Albert de Mun, depuis les écrivains de *l'Avenir*, Ozanam et Le Play, jusqu'à Ketteler, Vogelsang et Keller, ces dernières décisives pour l'orientation de toute la vie intellectuelle et de toute la vie active du fondateur des *cercles catholiques d'ouvriers*.

* * *

Laisant de côté les autres points de vue, nous aimerions fixer notre attention sur l'œuvre où la grande âme d'Albert de Mun se projeta tout entière. Les cercles catholiques d'ouvriers semblent bien avoir été sa préoccupation centrale. Il mit sans compter à leur service son talent oratoire, l'un des plus magnifiques qui aient illustré la tribune française au XIX^e siècle. Il demeura leur constant inspirateur, s'efforçant de les approprier toujours davantage au milieu actuel, à la mentalité, aux conditions sociales et économiques de notre temps.

Dès lors, il nous paraît, non seulement d'un vif intérêt, mais aussi d'une haute utilité de dégager l'esprit de l'œuvre, d'en mar-

(1) *L'œuvre d'Albert de Mun*, par HENRI FONTANILLE. Paris, Ed. Spes 1926, un gros volume in-8° de 274 p. Prix 20 francs.

(2) Nous en avons donné un résumé dans les *Cahiers de la Jeunesse catholique*, 5 février 1927.

quer les qualités et les lacunes, de noter les causes de son insuccès relatif, de rechercher la leçon que nous offre, en ce moment précis de l'histoire où nous vivons et devons travailler, l'expérience poursuivie par le comte de Mun et ses amis.

* * *

Nombre d'idées sont communes à la Tour du Pin et au comte de Mun; mais de Mun fut moins un savant et un docteur en sciences sociales qu'un vulgarisateur — d'ailleurs merveilleux — et un réalisateur. Il essaya de faire passer dans la pratique, soit par la législation à laquelle il apporta une incessante collaboration, soit par l'œuvre des cercles, celles d'entre les idées énoncées et développées par la Tour du Pin qui lui paraissaient susceptibles d'application immédiate. Comment ces idées avaient germé dans la chaleur de leurs intimes entretiens, au lendemain de 1870, de Mun l'a raconté en des pages émouvantes, publiées sous le titre *Ma vocation sociale*.

* * *

C'est avant tout sous le signe catholique que l'œuvre fut placée. Son inspiration fut dès le début et demeure toujours nettement et ouvertement catholique. Il s'agissait pour les promoteurs de christianiser la société contemporaine.

Les cercles catholiques d'ouvriers devaient être, dans leur pensée, un instrument de rapprochement des classes et d'apaisement social. L'effort devait tendre à assurer par la législation et par l'initiative privée des conditions meilleures d'existence aux travailleurs manuels, mais à ce but, il fallait atteindre par la collaboration étroite des intellectuels, de la bourgeoisie et de l'aristocratie avec les ouvriers eux-mêmes.

De Mun et ses amis demandaient quelque chose à la conception des « autorités sociales » sur le rôle desquelles Le Play avait tant insisté, ils ne répudiaient pas tout patronage des classes dirigeantes, mais ils y mêlaient un élément d'organisation ouvrière autonome, ils voulaient que les ouvriers fissent peu à peu apprentissage de direction et de gouvernement dans la sphère de leurs intérêts professionnels. L'idée corporative apparaissant à de Mun et à la Tour du Pin comme un des axes essentiels de la restauration sociale, — conception que l'encyclique *rerum novarum* allait d'ailleurs confirmer pleinement — ils aspiraient à faire des cercles catholiques d'ouvriers le vestibule des futures corporations. Ils savaient fort bien que celles-ci ne seraient pas édifiées de long-temps et qu'elles exigeraient un long travail de préparation. M. Fontanille a fort bien mis en relief ces caractères de l'œuvre des cercles.

* * *

Il n'a pas négligé non plus de rechercher les causes qui ont provoqué l'échec, au moins partiel, de l'entreprise si vaillamment menée.

Ainsi qu'il le constate, après d'autres, on a reproché aux cercles catholiques d'ouvriers de n'avoir pas donné une assez large autonomie à l'organisation ouvrière.

De Mun avait de la démocratie une conception qui est bien celle que Léon XIII consacra dans la suite. Il n'a garde de confondre démocratie sociale et démocratie politique. Il écrivait dans un article intitulé « la démocratie » : « Si la préoccupation croissante des besoins populaires est une des marques distinctives de notre temps et, parmi tant de défaillances, son honneur et sa vertu, elle ne suffit point non plus que les formes électives ou parlementaires du régime politique, à caractériser la démocratie... Mais, pour la langue politique moderne, la démocratie est tout autre chose. Ce qu'elle entend, par ce mot retentissant dont elle jette au peuple les promesses, confuses comme les aspirations qu'elle abrite, c'est le règne absolu du nombre, l'aveugle domination d'une masse inorganique, formée d'individus confondus dans une apparente égalité. En ce sens, elle n'est que la formule sonore de la grande illusion sociale, créée par la Révolution, l'expression ambiguë d'un de ces « faux dogmes » dénoncés par Le Play, et sur lesquels repose toute la société moderne, ou plutôt de celui qui contient tous les autres et dont ils découlent naturellement. »

La démocratie sociale, telle qu'il entend la promouvoir et la servir, n'est donc pas cela. Qu'est-elle?

(1) Dans *La Conquête du peuple*, pp. 31, 33.

« Si, dit-il, on entend seulement par là une société où, l'hérédité ne conférant aucun droit public, les obligations de la loi civile sont les mêmes pour tous, aucune contestation d'ordre pratique ne s'élève contre ces conditions actuelles de la vie nationale. »

Et plus loin : « Est-ce, se demande-t-il, une organisation sociale où les droits et les intérêts du peuple sont représentés et protégés par des institutions qu'il administre et gouverne librement, où les faibles sont, par la puissance des associations autonomes, garantis autant que possible contre la tyrannie du pouvoir souverain, les abus de la force et les excès des détenteurs de la richesse? Un tel régime serait assurément conforme à tous les principes catholiques. » (1)

La pensée d'Albert de Mun avait d'ailleurs évolué dans le sens de l'autonomie ouvrière et il avait essayé d'imprimer à l'œuvre des cercles une orientation conforme à cette évolution. C'est ainsi que, dans un discours prononcé en 1912, après avoir retracé la genèse et l'histoire de son œuvre de prédilection, après en avoir évoqué les vicissitudes, les déceptions, mais aussi les bienfaits et les consolations, il disait : « Nous aimons les travailleurs d'un cœur très loyal et très désintéressé. Je demande que nous les aimions plus fraternellement que paternellement. Je demande que nous les aimions avec une pleine et large confiance en eux. » On ne saurait mieux dire et il semble que la parole d'Albert de Mun fasse ici pleinement écho à la parole de Toniolo. Au reste, les définitions que ces deux maîtres nous ont données de la démocratie, diffèrent de bien peu.

* * *

De Mun n'a pas dissimulé que, selon lui, si l'œuvre des cercles avait été plus chaleureusement accueillie et soutenue dès le début, si elle avait rencontré de plus franches sympathies dans les classes dirigeantes, elle aurait eu un meilleur sort et pu rallier une grande partie de la classe ouvrière à un moment où le socialisme n'avait pas encore profondément pénétré dans la masse : « L'entreprise, écrit-il, ouvertement dirigée contre toutes les conceptions de la Révolution, ne pouvait manquer de soulever d'après résistances. Elle se heurta, en effet, dès ses débuts, à l'ardente opposition de l'ancienne école économique encore toute-puissante, de beaucoup de conservateurs effrayés de ses hardiesses, et d'une bonne partie du clergé, inquiète des nouveautés qu'elle lui proposait. » Il ne craint pas de déclarer que l'œuvre « fut prématurée au point de vue social. » (2)

« Contre révolutionnaire » l'œuvre l'était foncièrement. Nous en avons relevé l'attestation formelle dans les paroles d'Albert de Mun. D'aucuns lui ont fait grief d'avoir arboré aussi ouvertement l'étendard de la contre révolution, ils ont soutenu que, plus modérés dans la répudiation des principes de 1789, les promoteurs de l'œuvre auraient rallié nombre d'hésitants, de timides, de gens aux yeux desquels l'Ancien régime est un épouvantail. De Mun s'est expliqué sur l'attitude qu'il prenait à l'égard de l'Ancien régime; il a dit nettement qu'il était loin de sa pensée de travailler à son retour; il n'en a jamais méconnu les abus. Mais quant à la Révolution de 1789, il est exact que, dès le début de sa vocation sociale et à chaque instant de sa vie publique, pleinement d'accord avec son ami la Tour du Pin, il l'a considérée comme mauvaise dans son essence, systématiquement opposée à l'ordre social chrétien. Ce n'est pas nous qui lui en ferons grief et, mieux instruits à ce sujet que beaucoup de leurs devanciers, un grand nombre de catholiques d'aujourd'hui n'hésiteront pas à se ranger au jugement formulé par la Tour du Pin et de Mun. Le cours même des événements nous a révélé sous un jour sinistre les funestes conséquences logiques des faux dogmes déjà stigmatisés par la lucide intelligence d'un Le Play (3).

Il resterait à se demander si, au point de l'évolution sociale où nous sommes arrivés, une œuvre comme celle des *cercles catholiques d'ouvriers* ne répondrait pas à des besoins essentiels. L'organisation ouvrière et l'organisation patronale ont poursuivi, depuis une trentaine d'années, un développement parallèle de plus en

(1) *La Conquête du peuple*, p. 29.

(2) *La Conquête du peuple*, pp. 42, 43.

(3) Dans son beau livre sur les *Cercles sociaux de doctrine catholique*, le R. P. HONNAY insiste sur ce point que l'attitude prise à l'égard de la Révolution française constitue un critère de classification en matière d'écoles sociologiques. C'est là une vue très profondément juste.

plus autonome. Des deux côtés, les meilleurs esprits aspirent à un rapprochement des élites qui nous achèverait vers la corporation professionnelle. Des enquêtes, comme celle qui fut menée récemment par les *Cahiers de la jeunesse catholique*, témoignent d'un désir très sincère de collaboration, tant chez les intellectuels que chez nombre de dirigeants du mouvement ouvrier chrétien.

L'idée-mère des cercles n'est-elle pas précisément à l'unisson de semblables préoccupations? Toute réserve faite quant aux modalités d'exécution, ne vaut-elle pas la peine d'être reprise et méditée?

GEORGES LEGRAND,
Professeur d'Economie sociale.

Les idées et les faits

Chronique des Idées

La crise philosophique de Louvain.

M. l'abbé J. Henry, professeur au petit Séminaire de Malines, vient de reprendre, dans la nouvelle « Revue ecclésiastique du diocèse », les *Collectanea mehlviensia*, l'histoire si curieuse, si vraiment suggestive de la crise philosophique qui sévit à l'Université de Louvain entre 1834 et 1866. Les archives de l'Archevêché ont fourni à l'auteur quelques éléments nouveaux, peu importants d'ailleurs, sur l'attitude du cardinal Sterckx dans cette affaire. On savait que l'Archevêque de Malines avait cherché à l'étouffer, à mettre la lumière sous le boisseau, à laisser ignorer pendant vingt ans la condamnation de l'Index de 1843, qui avait frappé Ubaghs. La correspondance de l'Archevêque, conservée aux archives, le disculpe de ce grave reproche en démontrant qu'il avait agi de concert avec le Nonce, Mgr Pecci, et le Secrétaire d'Etat, le cardinal Lambruschini, qui partagent la responsabilité. Obéissant à un sentiment respectable, mais étranger à la science, l'auteur part de là pour faire admirer la sérénité, la circonspection, la haute prudence de Mgr Sterckx, sans craindre assez, à notre avis, de donner à son étude un caractère légèrement tendancieux. L'impartiale histoire, pensons-nous, ne tournera pas au panégyrique et se bornera, peut-être, à tenir largement compte des bonnes intentions. Elle s'efforcera aussi, croyons-nous, de dégager le rôle assez étrange qu'a joué dans cette affaire le fameux de Andrea, préfet de l'Index.

Sous le bénéfice de ces réserves, nous n'avons que louanges à décerner à M. l'abbé J. Henry et nous voudrions émettre ici quelques réflexions qui s'inspirent de ces pages si intéressantes.

* * *

C'est un fait vraiment digne d'être médité que le désarroi de la pensée philosophique dans la première moitié du XIX^e siècle. Je parle de la philosophie chrétienne. A parler plus exactement, au début de ce siècle, il y avait des philosophes chrétiens, comme le disait Mgr d'Hulst, dans sa conférence au Collège de Notre-Dame de la Paix, en mai 1896, des philosophes dont l'œuvre a laissé dans la littérature religieuse une trace brillante, il n'y avait pas de philosophie chrétienne. Qu'avions-nous pour la défense de la religion contre le matérialisme et le panthéisme de l'époque? Le spiritualisme cartésien, « qui avait traversé le XVIII^e siècle, regu l'adhésion de Voltaire et de Rousseau, les hommages des Girondins et de Robespierre », mais qui nous arrivait au début du XIX^e sans s'être renouvelé, sans s'être enrichi, appauvri plutôt, desséché et languissant.

On comprend que Joseph de Maistre, Bonald, Bautain, Lamennais trouverent que c'était trop peu et qu'ils tentèrent le renouvellement de la philosophie par la pensée chrétienne. Tentative plutôt malheureuse, puisqu'elle aboutit au Fidéisme et au Traditionalisme. On s'explique d'ailleurs qu'au sortir de la Révolution, qui avait adoré la déesse Raison, qui avait exalté l'individualisme, ces grands esprits aient réagi avec force en humiliant cette raison individuelle dont le XVIII^e siècle avait fait une idole. L'abaisser devant la foi et le bon sens, prendre la revanche de la foi méprisée contre les égarements de la raison fanatique, faire de la vérité un bien social et traditionnel : n'était-ce pas la réaction naturelle et presque irrésistible qui entraîna Lamennais, Joseph de Maistre, Bonald, Bautain, Gerbet, Bonnelly en France, et qui devait entraîner à leur suite, les traditionalistes de Louvain?

Pour le dire en passant et éviter toute équivoque, on me per-

mettra de confondre ici fidéisme et traditionalisme. Sans doute il y a une différence. Placer la source de nos connaissances, même naturelles, dans la foi humaine qui reçoit, sur la seule autorité des parents et des générations passées, la vérité religieuse et morale : c'est proprement le *traditionalisme*. Faire reposer toute certitude religieuse et morale, par la foi divine, sur l'autorité d'une révélation divine : c'est le *fidéisme*. C'est dans ce sens que Lamennais est dit traditionaliste et Pascal fidéiste. Mais, en fait, les traditionalistes remontaient aussi jusqu'à une révélation primitive pour y chercher la source unique et nécessaire de toute vérité religieuse et morale, ils n'en appelaient au sens commun comme critérium suprême que parce qu'il a plu à Dieu, selon leur pensée, de placer le trésor de la vérité dans le berceau du genre humain. Il est donc juste de les confondre avec les fidéistes.

Spectacle éternellement digne d'admiration : l'Eglise romaine, plus soucieuse de maintenir la vérité que d'épargner ses amis, ses défenseurs, n'hésita pas à condamner leurs systèmes. Je dis : l'Eglise. Ils exaltaient la foi cependant, ils faisaient écho à saint Augustin, à Origène, à tant d'autres Pères qui n'ont pas tari sur l'éloge de la foi, sur sa nécessité jusque dans la vie humaine. Ils pouvaient se réclamer de Pascal, de Bossuet même, si sévère à la raison jusqu'à refuser toute certitude au témoignage purement humain dans sa célèbre controverse avec le ministre protestant Claude. Ils pouvaient remonter à Huet, évêque d'Avranches, à qui revient la paternité du fidéisme, pour l'avoir réduit en système et lui avoir donné ses formules.

L'Eglise, la seule tenante de la foi en ce monde, fut la grande tenante de la raison. Dans l'intérêt même de la foi, elle intervint en faveur de la raison.

On aura vu en notre siècle cette curieuse antithèse; la raison ne croyant plus à elle-même et l'Eglise prenant sa défense! Elle ne la flatte pas, elle ne l'a pas follement divinisée, mais elle y croit, elle a besoin d'y croire, elle se sert d'elle et lui a rendu ainsi le plus signalé service.

Elle exige une foi prudente et raisonnable. Elle veut que la raison précède la foi, elle lui reconnaît la capacité d'accréditer l'autorité à laquelle il faut adhérer, de choisir une autorité qui soit digne de foi.

L'Eglise connaît bien les égarements de la raison « toujours courte par quelque endroit », ses faiblesses, et son incorrigible superbe. N'importe! Comme elle ne supprime pas le libre arbitre à cause de ses abus, elle continue à faire crédit à la raison, malgré ses erreurs. Elle n'a jamais exagéré les suites du péché originel, elle n'a pas admis la corruption foncière de la nature humaine qui est le dogme fondamental du protestantisme, elle a condamné Luther et Calvin qui, en théorie, refusaient toute lumière à la raison, quitte à ne se fier, en pratique, qu'à leurs lumières, suivant le joli mot du R. P. Bainvel. Elle a condamné les Jansénistes, leur pessimisme outrancier qui frappait l'intelligence d'impuissance radicale à trouver le vrai, comme il frappait la volonté d'impuissance absolue à faire le bien sans la grâce. Elle a condamné solennellement au Concile du Vatican fidéistes et traditionalistes qui, s'imaginant être aux antipodes du protestantisme, le rejoignaient en réalité par leur injuste défiance.

* * *

Condamnés par l'Eglise sur ce terrain, « les chrétiens, disait Mgr d'Hulst, dans la conférence citée plus haut, se rejetèrent de nouveau vers le spiritualisme classique et, pour le rajeunir, imaginèrent de le rattacher à Malebranche et, par lui, croyaient-ils, à saint Anselme et à saint Augustin. Ce fut l'âge de l'ontologisme, dont votre savant et généreux Ubaghs fut un des maîtres, en même temps que Rosmini et Gioberti lui donnaient en Italie des formes

différentes, plus originales, semble-t-il, mais par là-même — puisque le principe était faux — plus éloignées encore de la vérité. Rome vit le danger : une seconde fois, et avec ce même regret d'avoir à affliger de dévoués et éminents serviteurs, le Saint-Siège fit comprendre aux enfants de l'Eglise que le salut n'était pas de ce côté.

Mais quel effrayant gâchis ! Quel salmigondis de doctrines ! Quel lamentable désarroi ! Dans un remarquable article qu'il publiait en 1888 dans la *Revue générale*, Mgr Van Weddingen, voulant caractériser l'enseignement de la philosophie à l'Université de Louvain, l'appelaient un *syncretisme*. La tradition du moyen âge était rompue, la philosophie chassait sur ses ancres. La pensée était tiraillée entre le traditionalisme de Bonald et de Lamennais, l'ontologisme d'Ubaghs, le criticisme semi-hégélien de Gunther et d'Hermès.

Le lecteur attentif constatera que je n'accorde pas ici au nom d'Ubaghs, celui de Rosmini, comme dans le passage précité de Mgr d'Hulst. Ce nom de l'illustre penseur italien, du saint fondateur de l'Institut des Frères de la Charité et des Sœurs de la Providence se trouve associé, je le sais, à celui du professeur louvaniste dans pas mal d'ouvrages, notamment dans la grande *Histoire de l'Eglise*, de Mourret. J'avais parlé ici-même, dans un précédent article, et dans un sens globalement péjoratif, du « rosminianisme ». Averti par la réclamation d'un esprit judicieux et très bien informé, je suis heureux de rendre justice à la mémoire de Rosmini qu'auraient dû mieux couvrir, en effet, devant les sévérités de la critique, la fervente amitié et la haute approbation de Grégoire XVI. Sa réputation d'orthodoxie ne peut pâtir de la condamnation — très extraordinaire — en 1887, sous Léon XIII, de quarante propositions extraites d'œuvres posthumes, dont la responsabilité n'est imputable qu'à de maladroits disciples.

* * *

Il y avait un homme « un penseur de génie » a-t-on dit, dans la chaire de théologie générale à Louvain, qui pressentit le remède, qui de son clair et ferme regard vit bien d'où viendrait le salut, Arnold Tits. Il faisait ses délices des scolastiques, il savourait la supériorité des métaphysiciens du XIII^e siècle, mais, chose bizarre, cédant à l'entraînement général, il payait son tribut aux idéologies régnautes, amalgamant avec les théories de la philosophie médiévale les conceptions des fidéistes, des néo-cartésiens, de Gunther et d'Hermès.

L'heure de la délivrance devait sonner plus tard. La Providence voulut que la restauration philosophique eût pour principal théâtre cette Université même qui avait été un des plus puissants foyers du fidéisme. C'est au futur cardinal Mercier que serait dévolue la mission d'installer sur les ruines des systèmes écroulés la philosophie salvatrice, celle qui fut pour ainsi dire baptisée dans la foi, qui a grandi avec elle, la plus capable de réconcilier la raison avec la foi, la métaphysique avec les sciences, assez large, assez souple pour embrasser les progrès modernes, pour tout intégrer dans sa vaste synthèse, le péripatétisme chrétien, la philosophie du Stagyrte perfectionnée par le génie de l'Aquinat.

En attendant, ce fut une chaude lutte entre les traditionalistes de Louvain, Ubaghs, Lefebvre, Beelen, Fonay, Laforêt et les vaillants champions qui descendirent dans la lice, qui ne laissent pas la diplomatie étouffer le débat, qui le réveillèrent persévérément, qui le firent rebondir, qui provoquèrent les affirmations claires et précises, qui triomphèrent en fin de compte, Mgr Malou, évêque de Bruges; Mgr de Montpellier, évêque de Liège; Kersten, rédacteur au *Courrier de la Meuse*, — devenu, en 1841, le *Journal de Bruxelles*, — fondateur du *Journal historique et littéraire*, à qui il faudra bien qu'une plume autorisée rende un jour justice, et l'étonnant chanoine Lupus, qui vécut trente-six ans au palais épiscopal de Liège comme un ermite dans sa cellule, fut le secrétaire particulier et le confident de Mgr de Montpellier, s'acharna contre le traditionalisme dans le *Journal historique*, dans la *Revue catholique* de Louvain et l'assomma, en 1858 et 1859, sous la masse de ses trois volumes, plus d'un gros millier de pages : *Le Traditionalisme et le Rationalisme*.

Ne me targuant pas de la haute modération que fait briller le jeune abbé J. Henry, il me plaît de dire que, malgré les apertés de la polémique et en dépit de quelques exagérations, toutes mes sympathies vont à ces bouillants lutteurs. Je sais bien que Pie IX les fit taire, mais c'est eux qui le firent parler.

* * *

L'excellent M. Ubaghs, qui avait la candeur d'un saint et la clairvoyance d'un brave homme, donna tête baissée dans toutes

les erreurs, dans le traditionalisme, dans l'ontologisme. Il s'épuisa pendant des années à démontrer la nécessité absolue de l'enseignement pour éveiller la pensée — et son meilleur argument fut, peut-être, son exemple personnel. Il crut sincèrement avoir trouvé la pierre philosophale pour muer le rationaliste en croyant, par la nécessité absolue d'une révélation primitive. Sur le problème ontologique des universaux, il tomba dans un réalisme étrange, admettant dans les individus d'une même espèce une entité distincte, réellement commune, un élément universel, constitutif de l'espèce, aussi réellement existant que les éléments particuliers constitutifs de l'individu. Il soutint avec l'énergie de Malebranche, que Dieu est immédiatement présent à notre esprit et épousa chaudement le célèbre argument de saint Anselme, qui fait un bond illicite de l'ordre logique à l'ordre ontologique.

Il s'enlisa finalement dans l'ontologisme en se plaçant même sous le patronage de Gioberti, puis, après la condamnation de celui-ci en 1852, s'accrochant à la robe de saint Bonaventure, dont il traduisit même en flamand l'*Itinéraire de l'esprit vers Dieu*, dans un but de propagande ontologique. Sur l'origine de l'âme, il rejette le créacionisme, l'explication préférée par l'Eglise, et incline du côté du généracionisme, faisant revivre une opinion aussi contraire à la saine philosophie qu'à la tradition catholique.

Sur sa tombe, M. le chanoine Jacops a pu graver cette phrase lapidaire : « Après quarante ans de laborieuses études philosophiques, M. Ubaghs mourut avec l'amère douleur de voir périr là plus grande partie de son œuvre. »

L'Eglise avait voulu l'arrêter à temps. Sur le rapport de Mgr Fornari, nonce à Bruxelles, cinq propositions extraites des ouvrages de M. Ubaghs furent déferées au Souverain Pontife, qui en saisit la Congrégation de l'Index. Celle-ci, le 23 juin 1843, porta ce jugement approuvé par le Pape :

« Observations de la Sacrée Congrégation de l'Index. »

Le révérend M. Ubaghs, dans sa *Théodicée* et parfois dans sa *Logique*, enseigne les propositions suivantes que la Sacrée Congrégation de l'Index juge devoir être corrigées.

1. Personne ne peut, sans enseignement, et en dernière analyse, sans la révélation divine, parvenir à la connaissance de n'importe quelle vérité extérieure métaphysique (c'est-à-dire de toute vérité concernant ce qui ne tombe pas sous nos sens).

2. Les vérités externes métaphysiques sont proprement indémonstrables.

3. Il est impossible de démontrer l'existence de Dieu.

4. Les preuves de l'existence de Dieu se ramènent à une certaine foi ou sont fondées sur cette foi.

5. L'auteur ramène au sens commun toutes les preuves des vérités externes métaphysiques.

La S. C. de l'Index avertit en conséquence l'auteur de corriger son livre avec soin dans une nouvelle édition et lui ordonne de renoncer à ces propositions dans ses leçons académiques.

C'est le nonce Mgr Pecci qui remplaça Fornari en 1843, qui remit ces « Observations » au Cardinal Sterckx, le 29 novembre de la même année.

Averti par ailleurs, dès septembre, qu'il était dénoncé à l'Index, M. Ubaghs avait demandé la communication des chefs d'accusation. Il crut de la meilleure foi du monde que l'Index déferait à son désir, pour lui permettre de se défendre, lorsqu'il reçut en effet le folium de l'Index, amputé de son titre, du préambule et de la conclusion et portant uniquement ceci : Le révérend M. Ubaghs enseigne les propositions suivantes, et suivait le texte des cinq propositions.

Qui avait mutilé le document ? Le Cardinal Sterckx lui-même, sur l'avis du nonce Mgr Pecci, d'accord avec le Secrétaire d'Etat, Mgr Lambruschini.

Le motif de ce faux ? M. J. Henry répond : « Eviter tout bruit et tout éclat, ménager le professeur et l'Université ». Il ajoute complaisamment : « Sans toutefois rien sacrifier de la pureté de la doctrine. On espérait sans doute que l'affaire en resterait-là ; il n'en fut malheureusement pas ainsi. »

M. Ubaghs restera pendant vingt ans dans l'ignorance absolue de la provenance du décret et des ordres édictés par l'Index.

Lorsque dans leur séance du 21 septembre 1864, les deux Congrégations réunies du Saint-Office et de l'Index jugèrent que l'auteur n'avait pas satisfait aux prescriptions données en 1843 (et renouvelées avec atténuations par un second folium le 8 août 1844), le vénérable M. Ubaghs put écrire au Cardinal Sterckx : « Si, pendant vingt ans, je n'ai pas satisfait aux décrets de la S. Congrégation de l'Index, ce n'est point par manque de respect et de soumission aux

jugements des Congrégations romaines, mais uniquement parce que jusqu'au moment où le décret du 21 septembre 1864 m'a été notifié, je croyais très sincèrement m'y être conformé... Pendant vingt ans, j'ai été dans une erreur absolument involontaire. »

Il était écrit que l'excellent M. Ubaghs, tant ménagé par Malines, ne le serait guère par Rome. Il remania sa « Logique » et sa « Théodicée » et envoya son travail aux deux Congrégations romaines. Mais le 21 février 1866, les Eminentissimes lui firent savoir qu'à blanchir un nègre on perd son savon, que les erreurs signalées en 1843 et en 1844 se retrouvaient encore dans les derniers remaniements. Ils formulèrent ainsi leur jugement : « Dans les ouvrages philosophiques publiés jusqu'ici par M. Ubaghs, surtout dans sa « Logique » et sa « Théodicée » il se rencontre des doctrines et des opinions qui ne peuvent être enseignées sans péril. Sa Sainteté Pie IX a ratifié cette sentence et l'a confirmée de sa suprême autorité ».

Le vénéré M. Ubaghs n'avait pas attendu ce coup de mort pour s'exécuter. Il avait obtenu son éméritat et consacra les dix dernières années de sa vie à la prière dans d'admirables sentiments de soumission.

J'ai dit déjà que les habiletés de Malines, même encouragées par la Curie, ne parvinrent pas à étouffer la lutte. Le camp des anti-traditionalistes ne fut pas dupe de la manœuvre. Il tira à boulets rouges sur le système et ses adhérents jusqu'à ce que la vérité éclatât au grand jour.

Il y a toutefois à cette histoire un singulier épilogue. Lors que la Constitution *Dei Filius* du Concile du Vatican eut été promulguée, à la suite de certaines insinuations, le bruit se répandit que le paragraphe visant le traditionalisme annulait ou du moins mitigeait les déclarations antérieures de Saint-Office et de l'Index. Il fallut une lettre du Cardinal Patrizi, du 7 août 1870, pour déclarer, au nom du Saint-Père, que le Concile avait confirmé les décisions visées et tout spécialement le décret contenu dans la lettre du 2 mars 1866 qui avait exigé des professeurs de Louvain, adhérents des doctrines de M. Ubaghs, une rétractation formelle.

L'atmosphère philosophique fut enfin épurée et, quelques années après, le néo-thomisme allait y fleurir avec éclat et s'épanouir sous le soleil radieux de la vérité catholique.

J. SCHYRGENS.

ROME

L'Action catholique

Voici une étude qui vient parfaitement à point au beau milieu de l'échange de vues entre le R. P. Rutten et notre collaborateur M. le chanoine Picard. Nous attirons sur la thèse et les arguments de cet article l'attention de tous ceux qui prétendent que l'indépendance de l'Action catholique à l'égard des partis politiques est une tactique commandée par des circonstances spéciales dans certains pays, notamment en Italie. Le directeur de l'Osservatore Romano, dans l'éditorial que nous traduisons, affirme aussi catégoriquement que M. le chanoine Picard la thèse exactement opposée, c'est-à-dire que nous sommes bien en présence d'une question de principe et que l'attitude dont il s'agit n'est pas imposée par des circonstances locales et passagères, mais par la nature même du catholicisme et de l'Action catholique.

* * *

Le Saint Père a reçu en audience le général de Castelnaud, président de la Fédération catholique de France, et il a redit au grand citoyen, au vaillant soldat et au fervent catholique toute sa prédilection pour l'Action catholique, qui, en dehors et au-dessus de toute activité de parti, aux côtés de l'Eglise, sous n'importe quel régime politique, rassemble en « une forte et fraternelle union tous les catholiques, toutes les âmes droites, tous les hommes de bien sur le terrain des principes de la doctrine et de la morale chrétiennes ».

Pie XI répétait ainsi pour la France ce qu'il a dit tant de fois pour l'Italie. La nature et les fins de l'Action catholique sont les mêmes partout. Les moyens employés pourront changer afin de s'adapter aux diverses mentalités, aux différentes conditions sociales et civiles des peuples; mais ces changements et cette adaptation n'atteignent pas l'essence ni le but de ce mouvement généreux qui fait participer les laïcs à l'apostolat même de l'Eglise, qui est rattaché par une dépendance directe à la hiérarchie une

et identique aussi loin que s'étend le bercail du Christ et la mission du Pasteur suprême. Ceux qui attribueraient les directives du Saint-Siège au sujet de l'Action catholique à l'influence de situations particulières, ceux qui ne verraient qu'opportunité locale, si l'on peut ainsi s'exprimer, dans certains avis et dans certaines expressions les plus caractéristiques de ces avis et de ces directives, auraient ici la preuve indubitable de leur erreur. En Italie et en France, à la même heure de l'histoire, mais dans des situations politiques tellement diverses, l'Action catholique fleurit en suivant les mêmes directives, sa culture intensive se fait selon des méthodes identiques. L'ensemencement et la récolte donnent la même moisson, sont confiés aux mêmes ouvriers, relèvent d'une même économie spirituelle, puisent aux mêmes richesses morales.

Tout cela ne signifie pas, en quelque lieu qu'on l'affirme et qu'on le réalise, que la vie religieuse se sépare de la vie profane, que le mouvement spirituel se disjoint de cet effort terrestre que les héritiers du Christ déploient pour rendre en son nom et selon sa promesse les nations guérissables et pour coopérer à ce que la société civile réponde à sa raison d'être : nous voulons dire à ce bien commun d'où elle tire sa personnalité naturelle et juridique, ses droits et ses devoirs, son indépendance, sa souveraineté et sa responsabilité inaliénables. La religion fait preuve au contraire, tout en s'adaptant aux lois, à la discipline et au régime des divers pays, d'une sollicitude constante et elle déploie une activité ininterrompue dans l'ordre culturel et dans l'ordre pratique, afin de maintenir les principes supérieurs et les intérêts supérieurs, voulus par la Providence, de la Société civile, au-dessus des intérêts particuliers et des divergences d'opinion. Elle se préoccupe du patrimoine commun, des vertus qui doivent modérer les relations individuelles et collectives et opposer une limite infranchissable aux compétitions politiques.

L'Action catholique n'est pas extrinsèque à la vie sociale, elle agit sur les principes sociaux, elle les défend et les sert, même dans la protection et la conquête des libertés religieuses. En cette protection et cette conquête ne consiste pas exclusivement l'Action catholique, elle s'y concrète cependant et s'y caractérise particulièrement, parce que c'est là que la conception chrétienne de la nation et de l'Etat, de la morale et de la justice, de la richesse et du travail, peut jeter et consolider les bases d'un édifice social utile et durable.

Si cette œuvre n'était pas confiée à une institution dégagée de toute passion et de toute suspicion de parti, si l'Action catholique était elle-même, en somme, un parti, si elle se confondait avec un parti, si elle pouvait être dominée par un parti, si elle pouvait abandonner son programme à un parti, les principes fondamentaux de la société civile seraient eux-mêmes dénaturés aux yeux de l'histoire, et, enfoncés dans la multiplicité des programmes contingents, ils deviendraient participants de triomphes trop éphémères et de ruines trop désastreuses.

Voilà pourquoi l'Action catholique, d'une part, proclame envers et contre tout son caractère apolitique et exige qu'il ne soit mis en doute par aucun homme raisonnable et honnête, et, d'autre part, n'exclut pas de son programme mais au contraire y inscrit fièrement ces principes supérieurs et tous ces grands problèmes d'où la politique et la sociologie déduisent des conséquences qui s'appliquent à toutes les particularités de la vie et des rapports civils et sociaux. Elle ne les exclut pas et elle les revendique comme fait la pensée chrétienne, comme fait l'Eglise qui tire son enseignement de l'Evangile. Mais comme l'Eglise et comme la doctrine chrétienne, elle les considère sur le plan de son apostolat, dans la pureté et l'élevation de leur essence morale.

Ainsi le Saint-Père ne faisait pas de politique lorsque, hier, aux prédicateurs de Carême, il exposait d'après la doctrine catholique, le concept et la définition de la société et de l'autorité, de leurs fins et de leurs fonctions respectives, telles qu'elles résultent de leur fondement commun, le respect de l'individualité humaine. Et cependant, selon que l'on considère l'homme, comme le chrétien le conçoit, principe et terme du dessein éternel de la création, ou bien perdu dans les collectivités et devenu pour elles un moyen et un instrument, on aboutit à des visions et à des conceptions de la vie, à des mœurs, à des mondes différents et contradictoires. De là descend la civilisation chrétienne opposée à celle de l'Etrurie, de la Grèce et de Rome; et les oscillations médiévales entre féodalité et régime communal, entre prépondérance corporative et prépondérance municipale, entre régime populaire et seigneurie, au fond, à l'origine, à la racine, résultent de l'intuition, de la conscience, de l'idée d'une individualité humaine inviolable. En sorte qu'aujourd'hui encore, l'admission ou le rejet de ce prin-

cipe détermine et informe l'esprit et l'orientation des institutions publiques; de la réglementation de la liberté aux lois concernant l'éducation, de la législation du travail à celle de la police, tous les problèmes politiques sont liés directement ou indirectement à ce principe.

Rappeler un tel principe et en promouvoir l'application n'est pas faire de la politique de parti. Si c'est faire de la politique, il faut dire que c'est la politique du Christ, de sa vérité, de sa charité et de sa providence. C'est la science salutaire de la vigueur et de la prospérité morales des nations.

Ainsi en est-il de toute la mission de l'Action catholique. Le respect de l'individualité, l'amour de la patrie, l'inviolabilité de la famille, la religion partie intégrante du programme de l'enseignement, la moralité publique, constituent un patrimoine qui prospère et s'accroît sous tous les régimes et toutes les constitutions et par le moyen des institutions les plus diverses, en dehors et au-dessus de la politique, à la manière de principes supérieurs, auxquels il faut confronter les activités politiques et sociales pour juger de leur légitimité et de leur utilité, variables précisément selon que les applications qui sont faites de ces principes sont plus ou moins fidèles et parfaites.

L'Action catholique a une mission sociale. Aux côtés de l'Eglise, participant à son apostolat, elle en fait passer les énergies dans la vie sociale, elle protège les fondements essentiels de notre civilisation. Contre elle ne peuvent s'insurger que les mouvements et les forces qui sont en opposition avec les lois divines, avec l'essence même du christianisme; la guerre ne peut être déclarée à l'Action catholique que par la révolution, qui veut reporter le monde vingt siècles en arrière et l'arracher des deux pôles entre lesquels est fixé son axe moral.

T. (1)

MEXIQUE

Une expulsion de religieuses. Nouvelle protestation de la presse libérale

Il s'agit d'une communauté de sœurs capucines établie à Tlalpan, ville du District Fédéral. Dénoncée à la police, cette communauté fut conduite le 3 janvier dernier au commissariat judiciaire.

« A 3 heures de l'après-dîner, écrit une religieuse, nous finissions de lire le thème de la méditation lorsque nous entendîmes tout à coup cogner à la porte. Nous étions fort tranquilles, tout en pressant Dieu sait quelles choses qu'il nous préparait. Le public présent devant Jésus exposé se prit d'alarme. Pour nous, nous restâmes à nos places dans l'attente d'un ordre de notre mère. A ce moment entrèrent comme des tigres une douzaine d'hommes de la police judiciaire, ayant à leur tête Bandala; ils allèrent droit aux portes, pour nous empêcher de fuir. Avec de hauts cris, le chef s'approcha de notre Mère, qui était avec le P. Oviedo, prêt à nous donner la bénédiction du Saint-Sacrement, et il requit d'elle que nous nous laissions prendre. Avec sa sérénité coutumière, la Mère lui dit : « Calmez-vous, calmez-vous, nous voici et je vous montrerai toutes mes religieuses. Mais nous allons d'abord consommer les saintes espèces et éviter tout désordre. »

« Elle ajouta : « Parcourez donc à l'aise la maison; vous verrez notre pauvreté, nous allons déchaussées, nous ne tenons pas école et le seul délit que nous ayons commis, c'est de prier pour vous. » Devant pareille attitude le chef se calma, en déclarant que, lui aussi, il était catholique.

« Nous restâmes donc tranquillement à la chapelle et Jésus nous bénit. Le Père consumma hostie sur hostie, sans nous en donner une seule. Notre Mère nous avait averties qu'en cas de surprise, il fallait toujours nous confier en Jésus, et en effet Jésus ne nous abandonna pas.

« Les précautions prises, notre Mère sortit avec Bandala et nous dit à haute voix : « Mes Sœurs, je vous présente ce monsieur » qui va nous mener en prison. » Nous sortîmes en ordre parfait, battant des mains et nous écriant : « Quel bonheur! »

L'homme s'étonnait de notre courage; c'est Jésus qui nous le donnait, car nous nous sentions comme crucifiées. Mais Bandala était adouci; il nous assura que nous n'avions rien à craindre, et que bien qu'il vint de la part du Gouvernement, aucun mal ne

nous serait fait tant que nous serions en ses mains. Se tournant vers notre Mère, il lui dit même que, quelques-unes d'entre nous pouvaient s'échapper. Mais d'un seul cri nous le priâmes de nous prendre toutes; nous nous embrassâmes, nous attendions tout heureuses le moment de partir. Une religieuse relevait à peine du typhus qui l'avait mise aux portes de la mort; elle supplia qu'on ne l'abandonnât pas seule. Les larmes vinrent au chef à voir cette convalescente implorer à grands cris la prison.

« En un instant, nous eûmes endossé nos capes et mis nos voiles. Les policiers étaient ébahis de cette promptitude. Mais le chef fit remarquer à notre Mère que nous ne pouvions sortir en habit religieux, et qu'il fallait nous mettre en tenue séculière.

La Mère insista pour qu'il nous emmenât ainsi, hélas, il fallut bien nous exécuter.

« Dans la rue, une foule nous attendait et nous pressa de fuir. Mais nous voulions rester fidèles à Jésus jusqu'à la prison. Toutes en groupe, nous allâmes à pied jusqu'à la station de Tlalpan. On nous fit monter là dans un auto-camion et nous partîmes au milieu de l'indignation et des pleurs du peuple. Beaucoup nous suivirent jusqu'à la prison. Nous chantions : « Viens régner, Esprit d'Amour. Que vienne la Croix; je l'attends sans crainte, car j'ai soif d'amour et de souffrance. » Puis : « Oh! Reine notre Mère », « Mexicains, empresses-vous sous l'étendard de la Vierge. »

« Nous chantâmes tout au long du chemin, jusqu'au Palais de Justice, en descendant du marchepied, nous achevions de dire : « ... Défendant Dieu et la patrie. »

« Au Palais de Justice un employé demanda nos noms. Nous l'avons presque affolé par notre empressement; chacune de nous voulait être la première. Nous criions toutes : « Et moi, Monsieur, et moi... Je m'appelle... »

« Or, voilà que M. Bandala arriva, au moment où nous l'attendions le moins, et déclara à notre Mère que nous étions libres de nous rendre où il nous plairait. « Hélas! Alors que nous voulions tant être incarcérées pour Jésus! »

« Il était alors 8 heures du soir; il ne nous resta plus qu'à nous réfugier chez nos bienfaiteurs. »
(Extrait d'une lettre privée.)

* * *

L'opinion mexicaine la plus dévouée au gouvernement de Calles s'émeut elle-même et s'indigne de la facilité avec laquelle certaines autorités s'arrogent le droit de vie ou de mort sur les insurgés catholiques. Cette revue a donné récemment un extrait du journal mexicain *Excelsior*, à ce sujet.

Voici quelques lignes du principal article de *El Universal* (Mexico, 6 janvier 1927), un autre journal qui ne cache guère ses sympathies pour Calles. Elles se rapportent aux mêmes faits de Léon.

« Récemment, rappelle d'abord le quotidien, par suite d'actes illégaux commis par quelques autorités militaires qui, sortant de leur juridiction et sans enquête judiciaire, exécutèrent des coupables ou prétendus coupables de sédition, le Secrétariat de la Guerre expédia une circulaire interdisant en termes stricts à tous les chefs des forces armées d'employer encore d'aussi répréhensibles procédés. »

Le sous-secrétaire à la guerre avait déclaré formellement que les autorités fédérales étaient étrangères aux exécutions qui suivirent l'attaque des troupes fédérales et de la police de Léon par « un groupe de catholiques armés ». Ces exécutions firent onze victimes.

Que les rebelles se soient rendus à la police ou que, chose plus vraisemblable, celle-ci les ait capturés « ce qui saute aux yeux, à prendre au pied de la lettre cette assertion officielle, c'est que l'autorité municipale ordonne l'exécution. Et ceci, continue le journal, nous ne craignons pas de le déclarer, est non seulement un acte de barbarie, mais fut encore une monstruosité... »

« Comment la municipalité de Léon, passant par dessus toute autorité, même par-dessus l'autorité fédérale militaire, se permit-elle de fusiller onze personnes dont plusieurs habitaient la commune même, ainsi qu'il en résulte des déclarations du Secrétariat de la Guerre? Franchement cette affaire nous paraît si étrange, tellement hors de toute prévision, si éloignée de tout ce que nous concevons par fonction municipale, qu'il ne faut aucun raisonnement pour considérer comme condamnable et punissable cet attentat — car attentat il y a — commis par la municipalité de la ville citée. Les actes atrabilaires de caractère municipal ont déjà revêtu de nombreuses formes. Mais jamais encore il ne s'était vu dans l'histoire de nos cruelles et déplorables luttes, que des autorités municipales en arrivent à ordonner de fusiller leurs habitants. »

(1) Signature abrégée et habituelle du comte della Torre, directeur de *l'Osservatore Romano*, ancien président de l'organisation générale d'Action catholique en Italie.